

Art. 7. De minister bevoegd voor de Veiligheid van de Voedselketen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 februari 2020.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Landbouw,
D. DUCARME

Art. 7. Le ministre qui a la Sécurité de la Chaîne alimentaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 2020.

PHILIPPE

Par le Roi :
Le Ministre de l'Agriculture,
D. DUCARME

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2020/200328]

Extrait de l'arrêt n° 9/2020 du 16 janvier 2020

Numéros du rôle : 6999 et 7055

En cause : les recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 29 mars 2018 « modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales », introduits par la SA « Intégrale » et par la SA « Socofe ».

La Cour constitutionnelle, composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet et J. Moerman, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 14 août 2018 et parvenue au greffe le 17 août 2018, la SA « Intégrale », assistée et représentée par Me J. Bourtembourg et Me F. Belleflamme, avocats au barreau de Bruxelles, et par Me J.-P. Lacomble et Me S. Pâques, avocats au barreau de Liège, a introduit un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 29 mars 2018 « modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales » et, en particulier, des articles 7 et 9, 31, 35, 38 à 41, 44, 45, 47 à 49, 51 et 52, 62, 67 à 80 et 82 de ce décret (publié au *Moniteur belge* du 14 mai 2018).

Par la même requête, la partie requérante demandait également la suspension des mêmes dispositions décrétales. Par l'arrêt n° 170/2018 du 29 novembre 2018, publié au *Moniteur belge* du 26 avril 2019, la Cour a rejeté la demande de suspension.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 13 novembre 2018 et parvenue au greffe le 21 novembre 2018, la SA « Socofe », assistée et représentée par Me X. Remy, Me P. De Bock et Me N. Tulkens, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 35, 44 et 45 du même décret.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 6999 et 7055 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant au désistement de la partie requérante dans l'affaire n° 7055

B.1.1. La partie requérante dans l'affaire n° 7055 déclare se désister de son recours en annulation.

B.1.2. Rien ne s'oppose à ce que la Cour décrète le désistement.

Quant à la recevabilité du recours dans l'affaire n° 6999

B.2.1. La partie requérante est une société à participation publique locale significative au sens de l'article L5111-1, alinéa 1^{er}, 10^o, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, introduit par l'article 47 du décret de la Région wallonne du 29 mars 2018 « modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales » (ci-après : le décret attaqué). Toutes les dispositions insérées par le décret attaqué qui visent les sociétés à participation publique locale significative lui sont en conséquence applicables.

B.2.2. Contrairement à ce que le Gouvernement wallon soutient, les dispositions qu'elle attaque sont susceptibles d'affecter directement et défavorablement sa situation, en ce que ces dispositions instaurent des contrôles supplémentaires quant aux décisions qu'elle prend et quant aux actes qu'elle pose et en ce qu'elles lui imposent des contraintes dans ses relations avec les membres de son conseil d'administration, ainsi qu'en termes de recrutement et de gestion de son personnel dirigeant.

B.2.3. Bien que les dispositions attaquées aient pour objet ou pour effet d'assurer la conformité des actes et décisions de la partie requérante à la légalité, à l'intérêt social et à l'intérêt général, de sorte qu'elles pourraient avoir un effet bénéfique sur sa situation, ces dispositions ne lui en imposent pas moins des contraintes et des contrôles supplémentaires par rapport à ceux qui existaient antérieurement. La partie requérante a donc intérêt à en demander l'annulation.

B.2.4. Par une lettre du 6 janvier 2020, le Gouvernement wallon a demandé la réouverture des débats, de nouvelles dispositions décrétales ayant été votées par le Parlement wallon le 19 décembre 2019 et ces nouveaux éléments suffisant, à son estime, « à établir l'absence d'intérêt de la partie requérante ».

Les nouvelles dispositions décrétales auxquelles il est fait référence dans ce courrier produisent leurs effets, d'après le texte voté par le Parlement wallon le 19 décembre 2019, ce même jour ou, pour l'une d'entre elles, le 1^{er} janvier 2019. Les dispositions attaquées ayant pu produire des effets juridiques avant leur modification lors de l'entrée en vigueur des dispositions votées par le Parlement wallon le 19 décembre 2019, la partie requérante a intérêt à en demander l'annulation.

Par ailleurs, ainsi que le reconnaît le Gouvernement wallon dans sa lettre du 6 janvier 2020, ces « nouveaux éléments » ont « déjà été évoqués pour l'essentiel lors de l'audience de plaidoiries », de sorte que les parties ont été en mesure de s'expliquer à leur sujet.

Il n'y a pas lieu de faire droit à la demande de réouverture des débats.

B.2.5. Le recours est recevable.

Quant à la demande de production d'une consultation juridique

B.3.1. Dans sa requête en annulation, la partie requérante demande à la Cour d'ordonner la production, par le Gouvernement wallon, d'une consultation juridique qui a été donnée au Gouvernement et qui a été évoquée au cours des travaux préparatoires du décret attaqué (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2017-2018, 15 mars 2018, CRIC, n° 112, pp. 13, 18 et 22).

B.3.2. Les avis juridiques sollicités par un gouvernement lors de l'élaboration d'un avant-projet de loi ne sont pas « des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'État, des Communautés et des Régions » (article 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle). Elles ne sont donc pas de nature à pouvoir lier la Cour de quelque manière que ce soit lors de son contrôle du décret attaqué au regard des règles répartitrices de compétences.

Il n'y a pas lieu de faire droit à la demande de la partie requérante.

Quant à la définition de la « société à participation publique locale significative »

B.4.1. Le premier moyen vise le décret attaqué, en ce qu'il « étend son champ d'application à toute société à participation publique locale significative », telle qu'elle est définie à l'article 47 du décret attaqué, qui remplace l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

L'article 47 du décret attaqué insère, dans cette disposition, un 10^o qui définit la « société à participation publique locale significative » en ces termes :

« Société à participation publique locale significative : société répondant aux critères suivants :

a) être une société de droit belge ou dont un siège d'exploitation est établi en Belgique;

b) ne pas être une intercommunale, une association de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, une régie communale ou provinciale autonome, une ASBL communale ou provinciale, une association de projet, une société de logement, un organisme visé à l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ou à l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

c) Et dans laquelle une ou plusieurs communes, provinces, C.P.A.S., intercommunales, régies communales et provinciales autonomes, associations de projet, association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement, ou personne morale ou association de fait associant plusieurs des autorités précitées détiennent seules, ou conjointement avec la Région wallonne, un organisme visé à l'article 3, § 1^{er} à § 7, alinéa 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ou à l'article 3, § 1^{er} à § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, directement ou indirectement une participation au capital supérieure à cinquante pourcents du capital; ou désignent plus de cinquante pourcents des membres du principal organe de gestion.

[...] ».

Une définition similaire figure à l'article L1532-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par l'article 35 du décret attaqué, qui soumet le conseil d'administration des sociétés qu'il vise, à savoir des filiales d'intercommunales ou dans lesquelles une intercommunale détient une participation directe ou indirecte, à l'obligation de transmettre pour avis conforme à l'intercommunale certaines des décisions qu'il envisage de prendre.

B.4.2. Le moyen est pris de la violation des articles 4 et 5 de la Constitution et de l'article 6, § 1^{er}, VIII, de l'article 7 et de l'article 19 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. La partie requérante fait grief à la définition de la « société à participation publique locale significative » de ne pas être conforme aux règles répartitrices de compétences précitées, tant du point de vue matériel que du point de vue territorial.

Le Gouvernement flamand, partie intervenante, considère pour sa part que la définition précitée excède la compétence territoriale du législateur décréteur wallon.

B.4.3. L'exposé des motifs du décret attaqué indique que, par l'introduction dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de la définition de la « société à participation publique locale significative », le législateur décréteur entendait identifier une forme de société dans laquelle les pouvoirs publics locaux wallons sont représentés mais qui échappait auparavant aux dispositions du Code concernant la transparence des opérations menées par les intercommunales wallonnes et des mandats exercés en leur sein (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2017-2018, n° 1047/1, p. 12).

B.5. L'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi spéciale du 8 août 1980 confère aux régions, en ce qui concerne les pouvoirs subordonnés, le pouvoir de régler la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et communales, ainsi que celui de régler les associations de provinces, de collectivités supracommunales et de communes dans un but d'utilité publique, à l'exception de la tutelle spécifique en matière de lutte contre l'incendie, organisée par la loi.

B.6.1. Partant des recommandations formulées dans le « Rapport de la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du Groupe PUBLIFIN », adopté en séance plénière du Parlement wallon le 6 juillet 2017 (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2016-2017, n° 861/1), le législateur décréteur s'est estimé compétent pour prendre, dans le cadre de sa compétence en matière de pouvoirs subordonnés, « de nouvelles règles en matière de gouvernance et de transparence au sein des structures locales, supra-locales ou dans leurs filiales » et pour étendre « considérablement le périmètre des organismes et des mandataires visés par les dispositions du Code de la démocratie locale » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2017-2018, n° 1047/1, p. 3).

B.6.2. Ainsi que l'a relevé la section de législation du Conseil d'État, « des sociétés de droit privé auxquelles sont confiées des missions de service public peuvent ainsi être soumises au contrôle de la Région et se voir imposer des contraintes que justifient les politiques publiques » (*ibid.*, p. 49).

B.6.3. L'article L1512-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation autorise les intercommunales à prendre des participations au capital de toute société lorsqu'elles sont de nature à concourir à la réalisation de leur objet social. L'article L1512-6, § 1^{er}, du même Code précise par ailleurs que, quel que soit leur objet, les intercommunales exercent des missions de service public. Il en découle qu'il faut considérer que les sociétés de droit privé au capital desquelles des intercommunales participent concourent, à tout le moins indirectement, à la réalisation d'une mission de service public. Il en va de même en ce qui concerne les sociétés de droit privé au capital desquelles des communes ou des provinces participent, ces dernières étant chargées de régler ce qui concerne les intérêts communaux et provinciaux, ainsi que des sociétés de droit privé au capital desquelles participent les autres personnes morales de droit public locales visées par la disposition attaquée. À ce titre, elles peuvent se voir imposer des contraintes justifiées par les politiques publiques.

B.6.4. Pour le surplus, il ne revient pas à la Cour de se prononcer concrètement sur le concours apporté par la société requérante à l'objet social de l'intercommunale qui participe à son financement ni sur le contenu des missions de service public assumées par cette intercommunale. La Cour examine les dispositions attaquées en considérant que les sociétés auxquelles elles s'appliquent concourent, le cas échéant indirectement, à la réalisation d'une mission de service public, dès lors que ces sociétés sont contrôlées, directement ou indirectement, par des personnes morales de droit public locales, qui ne peuvent poursuivre d'autre objectif que la réalisation d'un service public conforme à l'intérêt général.

B.7. Le critère du contrôle significatif qui est exercé sur les sociétés qu'il entend viser par les personnes morales de droit public locales qui relèvent de la compétence du législateur décréteil, critère qui se concrétise soit par la participation majoritaire au capital de la société, soit par la participation majoritaire au principal organe de gestion de la société, ne conduit pas en soi, le législateur décréteil à excéder sa compétence en matière de pouvoirs subordonnés. Le législateur décréteil a en effet raisonnablement pu considérer qu'une personne morale ayant adopté la forme d'une société privée mais dont le capital est constitué à plus de 50 % de fonds publics locaux ou dont la majorité des membres du principal organe de gestion est désignée par les pouvoirs publics locaux peut être soumise à des dispositions organisant un contrôle des opérations menées à l'aide de ces fonds publics et de l'exercice des mandats confiés par ces pouvoirs publics locaux.

B.8.1. Les articles 5, 39 et 134 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 2 et 19, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et avec les articles 2, § 1^{er}, et 7 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, prévoient une répartition exclusive des compétences territoriales. Un tel système suppose que l'objet de toute norme adoptée par un législateur régional puisse être localisé dans le territoire de sa compétence, de sorte que toute relation ou situation concrète soit réglée par un seul législateur.

B.8.2. Les dispositions attaquées définissent les sociétés à participation publique locale significative comme étant toute société de droit belge et toute société dont un siège d'exploitation est établi en Belgique, dont le capital est détenu, à plus de 50 %, par une ou plusieurs personnes morales de droit public locales soumises au Code de la démocratie locale et de la décentralisation ou dont le principal organe de gestion est composé, à plus de 50 %, par des personnes nommées par une ou plusieurs personnes morales de droit public locales soumises au Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

B.8.3. Un tel critère de rattachement permet de localiser l'application des dispositions décrétales dans la sphère de compétence territoriale de la Région wallonne. En effet, les dispositions attaquées ont essentiellement pour objet de resserrer les rapports entre ces sociétés et les personnes morales de droit public locales dont elles sont l'émanation ou dont elles dépendent, de manière à permettre l'exercice d'un contrôle de ces sociétés par ces personnes morales ou par la Région wallonne, qui exerce la tutelle sur ces dernières. La personne morale de droit public locale, soumise au Code de la démocratie locale et de la décentralisation et donc nécessairement située sur le territoire de la Région wallonne, qui contrôle l'actionnariat de la société visée par les dispositions attaquées constitue un critère de rattachement territorial pertinent.

B.8.4. Par ailleurs, limiter le champ d'application des dispositions attaquées aux seules sociétés dont le siège social est situé sur le territoire de la Région wallonne aurait pour conséquence de faire échapper aux contrôles que le législateur décréteil entendait organiser toutes les sociétés contrôlées par une ou plusieurs personnes morales de droit public locales soumises au Code de la démocratie locale et de la décentralisation dont le siège social serait localisé dans une autre région du pays.

B.8.5. Toutefois, le système de la répartition exclusive des compétences territoriales suppose que chaque situation puisse être rattachée à la réglementation adoptée par un seul et même législateur. En l'espèce, le législateur décréteil a prévu, au point c) de la définition de la « société à participation publique locale significative », deux critères de rattachement alternatifs, à savoir, d'une part, l'identité des personnes détenant la majorité du capital et, d'autre part, l'identité des personnes procédant à la nomination de la majorité des membres du principal organe de gestion. En retenant deux critères de rattachement différents et alternatifs, le législateur décréteil crée une situation dans laquelle il n'exclut pas, dans l'hypothèse où un autre législateur décréteil prendrait une réglementation similaire prévoyant les deux mêmes critères de rattachement alternatifs, qu'une même situation soit réglée par deux normes législatives prises par des législateurs différents.

Eu égard à l'objet du décret attaqué, qui est de favoriser la transparence des opérations réalisées et des décisions prises à l'aide des fonds investis par des personnes morales de droit public locales dans des sociétés de droit privé, il y a lieu de privilégier le critère relatif à la détention de la majorité du capital de la société par rapport au critère de la nomination de la majorité des membres de son principal organe de gestion.

B.9. Le premier moyen est fondé dans cette mesure. Il y a lieu d'annuler, dans les articles L1532-5 et L5111-1, 10^o, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel qu'ils ont été respectivement remplacés par les articles 35 et 47 du décret attaqué, respectivement, les mots « ou atteint plus de cinquante pourcents des membres du principal organe de gestion, » et « ou désignent plus de cinquante pourcents des membres du principal organe de gestion ».

Quant à l'avis conforme de l'intercommunale « mère », à la tutelle administrative ordinaire et à la possibilité de désigner un commissaire spécial

B.10.1. L'article 35 du décret attaqué remplace l'article L1532-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par la disposition suivante :

« Art. L1532-5. La filiale d'une intercommunale, ainsi que toutes les sociétés dans lesquelles une intercommunale ou une filiale de celle-ci ont une participation, à quelque degré que ce soit, pour autant que la participation totale, détenue seule ou conjointement, directement ou indirectement, des communes, provinces, C.P.A.S., intercommunales, régies communales ou provinciales autonomes, ASBL communales ou provinciales, associations de projet, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement ou personne morale ou association de fait associant plusieurs des autorités précitées soit supérieure à cinquante pourcents du capital ou atteint plus de cinquante pourcents des membres du principal organe de gestion, transmettent au conseil d'administration de l'intercommunale les projets de décision relatifs aux prises ou retrait de participation dans toute personne morale de droit public ou privé, aux cessions de branches d'activités et d'universalités ainsi qu'aux rémunérations relevant de l'assemblée générale ou du principal organe de gestion.

Le conseil d'administration de l'intercommunale dispose d'un délai de trente jours pour rendre un avis conforme.

Les sociétés concernées mettent leur statut en conformité avec le présent article. A défaut, l'intercommunale se retire du capital de la société ».

En conséquence de l'annulation partielle de cette disposition, comme il est dit en B.9, il y a lieu d'omettre les mots « ou atteint plus de cinquante pourcents des membres du principal organe de gestion » dans son alinéa 1^{er}.

B.10.2. L'article 44 du décret attaqué insère, dans l'article L3111-1, § 1^{er}, du même Code, qui établit la liste des organismes soumis à la tutelle administrative ordinaire de la Région wallonne, un 8^o, rédigé comme suit :

« 8^o sur une société à participation publique locale significative, telle que définie à l'article L5111-1, alinéa 1^{er}, 10^o ».

Il en découle que les sociétés à participation publique locale significative sont, dès l'entrée en vigueur de cette disposition, soumises à la tutelle administrative ordinaire exercée par la Région wallonne.

B.10.3. L'article 45 du décret attaqué remplace l'article L3116-1 du même Code par la disposition suivante :

« L'autorité de tutelle peut, par arrêté, désigner un commissaire spécial lorsqu'une personne morale de droit public ou un organisme visé à l'article L3111-1, § 1^{er}, lèse l'intérêt général, reste en défaut de fournir les renseignements et éléments demandés, ou de mettre en exécution les mesures prescrites par les lois, décrets, arrêtés, règlements ou statuts ou par une décision de justice coulée en force de chose jugée. Le commissaire spécial est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires en lieu et place de l'autorité défaillante, dans les limites du mandat qui lui a été donné par l'arrêté qui le désigne ».

En ce qui concerne la compétence fédérale en matière de droit des sociétés

B.11. Le deuxième moyen est pris de la violation de l'article 39 de la Constitution et des articles 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 5^o, et 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« L'autorité fédérale est, en outre, seule compétente pour :

[...]

5^o le droit commercial et le droit des sociétés;

[...] ».

B.12.1. Les articles 61, § 1^{er}, 63, 64, 521, 522, 527 et 531 du Code des sociétés, cités par la partie requérante, établissent diverses règles relatives aux organes des sociétés, à la validité des actes adoptés par ceux-ci, aux pouvoirs du conseil d'administration, à la responsabilité des membres du conseil d'administration et aux pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.

Le Code des sociétés est abrogé par la loi du 23 mars 2019 « introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses ». En vertu de l'article 39 de cette loi, le nouveau Code des sociétés et des associations est applicable à partir du 1^{er} janvier 2020. Les articles 2.41, 2.42, 2.49, 2.56, 7.85, 7.93, 7.95, 7.98 et 7.124 du Code des sociétés et des associations établissent des dispositions semblables aux dispositions du Code des sociétés qui sont citées par la partie requérante.

B.12.2. En soumettant certains actes des filiales d'intercommunales à l'avis conforme de l'intercommunale « mère » et en prévoyant une tutelle administrative sur les sociétés à participation publique locale significative ainsi que la possibilité de désigner un commissaire spécial dans certains cas de défaillance, les dispositions attaquées règlent un aspect de la matière du droit des sociétés, laquelle ressortit à la compétence de l'autorité fédérale.

À cet égard, il importe peu que, par les dispositions attaquées, le législateur décréte n'empêche pas l'application des dispositions du Code des sociétés qui sont citées dans le moyen, mais prévoit davantage de contrôles sur certaines sociétés. En effet, ce faisant, les dispositions attaquées modifient la réglementation relative à la prise de certaines décisions au sein des sociétés concernées et ont donc une incidence sur les pouvoirs des organes de ces sociétés. Il en découle que les dispositions attaquées ressortissent à la matière du droit des sociétés.

B.13.1. La Cour doit encore examiner si les conditions d'application de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles sont remplies.

Cette disposition autorise notamment la Région wallonne à prendre un décret réglant une matière fédérale, pour autant que cette disposition soit nécessaire à l'exercice de ses compétences, que cette matière se prête à un règlement différencié et que son incidence sur la matière fédérale ne soit que marginale.

B.13.2. Le législateur décréte a pu considérer qu'il était nécessaire de prendre les dispositions attaquées, en vue de renforcer la bonne gouvernance et la transparence au sein des structures locales sur lesquelles il exerce la tutelle. Sans ces dispositions en effet, certaines structures revêtant la forme de sociétés de droit privé, directement ou indirectement financées et contrôlées par les pouvoirs publics locaux, échappent à un contrôle adéquat et effectif de la part des pouvoirs publics. Il peut être admis qu'en vue d'exercer correctement sa compétence en matière d'associations de provinces, de collectivités supracommunales et de communes dans un but d'utilité publique (article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 8^o, de la loi spéciale du 8 août 1980), le législateur décréte, prenant connaissance de certaines situations considérées comme étant incompatibles avec les règles de bonne gouvernance et de transparence qu'il entendait imposer au niveau local, a estimé qu'il était nécessaire de prendre les dispositions attaquées.

B.13.3. En prévoyant que les projets de décision relatifs aux prises ou aux retraits de participation dans toute personne morale de droit public ou privé, aux cessions de branches d'activités et d'universalités, ainsi qu'aux rémunérations relevant de l'assemblée générale ou du principal organe de gestion font l'objet d'un avis conforme de la part de l'intercommunale dont la société concernée est une filiale, l'article 35 du décret attaqué ne porte pas atteinte au principe selon lequel les organes de la société sont responsables des décisions qu'ils prennent. Il en va de même en ce qui concerne l'article 44 du décret attaqué, qui prévoit la tutelle administrative générale sur les actes des sociétés à participation publique locale significative, et en ce qui concerne l'article 45 du décret attaqué, qui prévoit l'intervention, dans certaines hypothèses, d'un commissaire spécial, en lieu et place des organes de la société. Ces dispositions n'ont pas pour conséquence de décharger les organes de la société de leur responsabilité, mais, dès lors qu'elles prévoient des contrôles supplémentaires sur les décisions prises par le conseil d'administration, elles ont pour effet de limiter les pouvoirs de celui-ci, qui peut se trouver empêché d'adopter certaines décisions.

Ces dispositions décrétales portent sur des aspects du droit des sociétés qui se prêtent donc à un règlement différencié, puisque les sociétés visées qui se voient imposer des contraintes et des contrôles supplémentaires ne sont pas empêchées de satisfaire, par ailleurs, à la réglementation relative à la responsabilité assumée par les organes des sociétés de droit privé.

B.13.4. Enfin, les dispositions attaquées ne s'appliquent qu'aux sociétés de droit privé dont le capital est constitué, à plus de 50% , directement ou indirectement par des participations des personnes morales de droit public qu'elles énumèrent, de sorte que leur incidence sur la matière du droit des sociétés est marginale, eu égard au nombre de personnes morales de droit privé soumises au droit des sociétés.

B.14. Il découle de ce qui précède que les dispositions attaquées sont conformes aux règles répartitrices de compétences visées dans le moyen.

Le moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne la compétence fédérale relative au droit de l'assurance

B.15. Le troisième moyen est pris de la violation de l'article 39 de la Constitution et des articles 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 2^o, et 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose :

« L'autorité fédérale est, en outre, seule compétente pour :

[...]

2° la politique financière et la protection de l'épargne, en ce compris la réglementation et le contrôle des établissements de crédit et autres institutions financières et des entreprises d'assurances et assimilées, des sociétés de portefeuille et des fonds communs de placement, le crédit hypothécaire, le crédit à la consommation, le droit bancaire et de l'assurance, ainsi que la constitution et la gestion de ses institutions publiques de crédit;

[...]».

B.16.1. Par la loi du 13 mars 2016 « relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance » (ci-après : la loi du 13 mars 2016), le législateur fédéral règle, « dans l'objectif de garantir la protection des preneurs d'assurance, des assurés et des bénéficiaires de contrats et d'opérations d'assurance, et d'assurer la solidité et le bon fonctionnement du système financier, en particulier, l'établissement, l'activité et le contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance opérant en Belgique, en ce compris certaines modalités et conditions inhérentes aux contrats et opérations d'assurance ou de réassurance » (article 3). Cette loi organise notamment le contrôle des entreprises d'assurances par la Banque nationale de Belgique.

L'article 44 de la loi du 13 mars 2016 dispose que « l'organe légal d'administration assume la responsabilité finale de l'entreprise d'assurance ou de réassurance ». Au sein de cet organe sont constitués les comités d'audit, de rémunération et des risques (article 48). Les membres de ces comités doivent disposer des connaissances, des compétences, de l'expérience et des aptitudes définies par la loi (articles 49 à 51).

B.16.2. La loi du 13 mars 2016 transpose notamment la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 « sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice », dite « solvabilité II », laquelle dispose, en son article 27, en ce qui concerne le contrôle exercé sur les entreprises d'assurances, que « les États membres veillent à ce que les autorités de contrôle disposent des moyens nécessaires et possèdent l'expertise, la capacité et le mandat appropriés, pour atteindre le principal objectif assigné au contrôle, qui consiste à garantir la protection des preneurs et des bénéficiaires ».

Par ailleurs, en application de l'article 42, paragraphe 1, de la directive précitée, toutes les personnes qui dirigent effectivement une entreprise d'assurances ou qui occupent d'autres fonctions-clés doivent en permanence satisfaire à des exigences en ce qui concerne leurs qualifications, connaissances et expérience professionnelles, ainsi que leur réputation et leur intégrité.

B.17. En soumettant certains actes des filiales d'intercommunales qui sont des entreprises d'assurances à l'avis conforme de l'intercommunale « mère » et en prévoyant une tutelle administrative sur les sociétés à participation publique locale significative qui sont des entreprises d'assurances, ainsi que la possibilité de désigner un commissaire spécial dans certains cas de défaillance, les articles 35, 44 et 45 attaqués concernent la matière de la réglementation et du contrôle des entreprises d'assurances, matière qui ressortit à la compétence de l'autorité fédérale.

B.18.1. La Cour doit encore examiner si les conditions d'application de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 sont remplies.

Cette disposition autorise notamment la Région wallonne à prendre un décret réglant une matière fédérale, pour autant que cette disposition soit nécessaire à l'exercice de ses compétences, que cette matière se prête à un règlement différencié et que son incidence sur la matière fédérale ne soit que marginale.

B.18.2. Les mesures prises par le législateur fédéral en matière de contrôle des entreprises d'assurances, en exécution, notamment, de la transposition de la directive 2009/138/CE, dite « Solvabilité II », ne sauraient être écartées au profit d'autres mécanismes de contrôle instaurés par les législateurs décrets à l'égard de certaines entreprises d'assurances, en fonction de la composition de leur actionnariat. Singulièrement, le contrôle exercé par la Banque nationale de Belgique en vertu de la loi du 13 mars 2016 en vue de garantir la protection des preneurs d'assurance, des assurés et des bénéficiaires de contrats, ainsi que d'assurer la solidité et le bon fonctionnement du système financier ne saurait entrer en concurrence avec d'autres mécanismes de contrôle exercés par une intercommunale « mère » ou par une autorité de tutelle et ayant d'autres finalités, dès lors qu'il pourrait en résulter, pour la société d'assurances soumise à différents mécanismes de contrôle concurrents, une impossibilité de satisfaire simultanément aux décisions ou injonctions des différentes autorités de contrôle.

Il en découle que la matière du contrôle des entreprises d'assurances ne se prête pas à un règlement différencié, de sorte que l'empiétement de compétences sur la matière du contrôle des entreprises d'assurances ne saurait être justifié sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.19. Le troisième moyen est fondé. Les dispositions attaquées violent les articles 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 2°, et 10 de la loi spéciale du 8 août 1980. En conséquence, il y a lieu d'annuler les articles 35, 44 et 45 du décret attaqué, mais uniquement en ce qu'ils s'appliquent aux entreprises d'assurances.

Quant à la « fonction dirigeante locale », aux plafonds de rémunération, aux clauses de non-concurrence et aux dispositions relatives à la fin du contrat de travail

B.20.1. L'article 47 du décret attaqué remplace l'article L5111-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Cette disposition définit la notion de « fonction dirigeante locale » dans les termes suivants :

« 7° fonction dirigeante locale : la personne occupant la position hiérarchique la plus élevée, sous contrat de travail ou sous statut dans une intercommunale, une association de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, une régie communale ou provinciale autonome, une A.S.B.L. communale ou provinciale, une association de projet, une société de logement, une société à participation publique locale significative ».

B.20.2. L'article 56 du décret attaqué insère, dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un article L5321-1 qui établit des plafonds de rémunération en ce qui concerne les titulaires de mandats locaux. Cette disposition contient un paragraphe 6, ainsi rédigé :

« Le montant annuel maximal brut de la rémunération du titulaire de la fonction dirigeante locale ne peut pas être supérieur au montant qui figure en annexe 4 ».

L'article 82 du décret attaqué insère l'annexe 4 dans le même Code. En application de ce texte, le montant annuel maximal brut de la rémunération du titulaire de la fonction dirigeante d'une société à participation publique locale significative est de 245 000 euros indexés, et aucun autre membre du personnel ne peut percevoir une rémunération qui dépasse cette rémunération.

B.20.3. L'article 76 du décret attaqué insère dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation un article L6434-1, § 4, qui dispose :

« Si le titulaire de la fonction dirigeante locale exerce ses fonctions dans le cadre d'un contrat de travail, une clause de non-concurrence peut être insérée avant la fin des relations contractuelles ou au moment de la rupture en respect des conditions fixées par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment [eu] égard à l'activité de l'organisme concerné.

Une convention de non-concurrence peut être conclue après la fin des relations contractuelles eu égard à l'activité de l'organisme concerné.

Dans tous les cas, la clause de non-concurrence est prévue pour une période de six mois maximum. L'indemnité perçue à ce titre n'est pas supérieure à la rémunération de base pour la moitié de la période de non-concurrence prévue ».

En ce qui concerne la compétence fédérale en matière de droit du travail et de sécurité sociale

B.21. La partie requérante prend un quatrième moyen de la violation, par les dispositions précitées, des articles 39 et 134 de la Constitution et des articles 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 12^o, 6, § 1^{er}, VIII, et 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose :

« L'autorité fédérale est, en outre, seule compétente pour :

[...]

12^o le droit du travail et la sécurité sociale ».

B.22. Les dispositions attaquées limitent la rémunération du titulaire de la fonction dirigeante des sociétés à participation publique locale significative ainsi que de tous les autres membres du personnel de ces sociétés et permettent l'insertion d'une clause de non-concurrence limitée dans le contrat de travail du titulaire de la fonction dirigeante. Elles règlent ainsi des aspects de droit du travail qui ressortissent à la compétence de l'autorité fédérale.

B.23.1. La Cour doit encore examiner si les conditions d'application de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, telles qu'elles sont mentionnées en B.18.1, sont remplies.

B.23.2. Il ressort de l'exposé des motifs du décret attaqué que le législateur décréta a jugé nécessaire de « renforcer la responsabilité personnelle des mandataires, qu'ils soient élus ou désignés dans des structures locales, supra-locales ou dans leurs filiales » et de développer des « règles plus strictes [...] afin d'éviter tout abus ». L'encadrement plus strict des rémunérations et le plafonnement de la rémunération attribuée à la fonction dirigeante locale font partie de ces règles destinées à éviter les abus (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2017-2018, n° 1047/1, p. 3).

B.24.1. Le législateur décréta a pu estimer nécessaire, en vue d'atteindre les objectifs qu'il poursuivait en matière de bonne gouvernance et de transparence au sein des structures locales sur lesquelles il exerce la tutelle, de prendre les dispositions attaquées. En effet, il lui revient de garantir la saine gestion des sociétés dont le capital est constitué à plus de 50% par des moyens publics. Ayant constaté l'existence de situations incompatibles avec la politique qu'il entend mener en cette matière, il a pu prendre les dispositions qui s'imposaient, en vue de corriger ces situations et de prévenir leur réapparition.

B.24.2. Le plafonnement des rémunérations dans certaines sociétés et la possibilité d'insérer une clause de non-concurrence limitée ne portent pas atteinte aux éléments essentiels de la réglementation fédérale en ce qui concerne les contrats de travail, de sorte qu'il peut être admis que les dispositions attaquées règlent des éléments du droit du travail qui se prêtent à un règlement différencié.

B.24.3. Enfin, l'incidence des dispositions attaquées sur la compétence fédérale en matière de droit du travail est marginale, dès lors que seule une catégorie bien spécifique de sociétés est concernée par l'application des dispositions décrétales attaquées.

B.25. Le quatrième moyen n'est pas fondé.

Quant au principe d'égalité et de non-discrimination

B.26. Le cinquième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus ou non en combinaison avec l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, avec les articles 8 et 11 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 27 de la Constitution, avec l'article 7 du décret d'Allarde et avec les articles II.3 et II.4 du Code de droit économique, avec les articles 16 et 41 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, avec les libertés de circulation consacrées par les articles 28, 45, 49, 54 et 56 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et avec l'article 133 de la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 « sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II) (refonte) ». Ce moyen vise les articles 7, 9, 31, 35, 38 à 41, 44, 45, 47 à 49, 51, 52, 62, 67 à 80 du décret attaqué.

Ce moyen est décliné en quatre branches par lesquelles la Cour est invitée à comparer la situation des sociétés soumises aux dispositions attaquées avec la situation des autres sociétés d'assurances qui n'y sont pas soumises (première branche), avec la situation des sociétés détenues, directement ou indirectement, par la Région wallonne ou par les personnes publiques qui en sont l'émanation (deuxième branche), avec la situation des sociétés d'assurances qui seraient détenues par la Région wallonne ou par les personnes publiques qui en sont l'émanation (troisième branche) et avec les organismes de financement de pensions créés sur la base de la loi du 27 octobre 2006 « relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle » (quatrième branche).

B.27. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.28.1. Compte tenu de l'annulation partielle de cette disposition, comme il est dit en B.9, l'article L1532-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par l'article 35 attaqué, est applicable aux sociétés dans lesquelles une intercommunale ou une filiale d'une intercommunale a une participation et dont le capital est détenu à plus de 50%, directement ou indirectement, par des communes, provinces, CPAS, intercommunales, régies communales ou provinciales autonomes, ASBL communales ou provinciales, associations de projet, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement ou personne morale ou association de fait associant plusieurs des autorités précitées, seules ou conjointement.

Les autres dispositions attaquées sont applicables aux sociétés à participation publique locale significative, définies à l'article L5111-1, 10^o, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, inséré par l'article 47 du décret attaqué, comme étant, compte tenu de l'annulation partielle de cette disposition, comme il est dit en B.9, les sociétés dont le capital est détenu à plus de 50%, directement ou indirectement, par des « communes, provinces, CPAS, intercommunales, régies communales ou provinciales autonomes, associations de projet, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement ou personne morale ou association de fait associant plusieurs des autorités précitées[,] seules ou conjointement avec la Région wallonne, un organisme visé à l'article 3, § 1^{er} à § 7, alinéa 1^{er}, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ».

B.28.2. Les différences de traitement critiquées dans le moyen reposent sur le critère de la provenance des fonds investis dans la société concernée. Les dispositions attaquées sont applicables lorsque l'actionnariat de la société est constitué pour plus de la moitié, directement ou indirectement, d'une ou de plusieurs des autorités publiques locales énumérées à l'article L1532-5 ou à l'article L5111-1, 10^o, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Ce critère est objectif. La Cour doit examiner s'il est pertinent eu égard à l'objet des dispositions attaquées et à l'objectif poursuivi par le législateur décréta.

B.29.1. Les dispositions attaquées créent des incompatibilités à l'égard des titulaires des fonctions dirigeantes dans les sociétés concernées (articles 7, 9, 31, 38 à 41 et 62) et leur imposent d'effectuer certaines déclarations (articles 48 et 49), de sorte qu'elles limitent les possibilités de recrutement pour ces fonctions. Elles établissent un certain nombre de contraintes limitant le pouvoir décisionnel des organes de gestion des sociétés concernées, en ce qui concerne les prises ou les retraits de participation dans d'autres personnes morales de droit public ou privé, les cessions de branches d'activités et d'universalités (article 35), les rémunérations, rétributions et avantages en nature octroyés aux membres du principal organe de gestion et aux membres du personnel (article 52). Elles soumettent les sociétés à participation publique locale significative à la tutelle ordinaire exercée par la Région wallonne (article 44) et permettent à l'autorité de tutelle de désigner un commissaire spécial qui est habilité à prendre, dans certaines circonstances, toutes les mesures nécessaires en lieu et place de l'autorité (de la société) considérée défaillante (article 45). Enfin, elles leur imposent des règles en matière de gouvernance et de transparence (articles 67 à 80).

B.29.2. L'exposé des motifs du décret attaqué indique que ce dernier traduit les recommandations formulées par la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la transparence et le fonctionnement du Groupe PUBLIFIN dans son rapport du 6 juillet 2017. Le législateur décréte a considéré que la transposition des recommandations énoncées dans ce rapport dans des outils juridiques wallons était d'intérêt général. Afin de mettre un terme à des situations que le législateur décréte considérait comme incompatibles avec sa politique en matière de gouvernance et de transparence au sein des structures locales, supra-locales ou dans leurs filiales, et de prévenir leur réapparition, il a estimé qu'il était indispensable d'étendre « considérablement le périmètre des organismes et des mandataires visés par les dispositions du Code de la démocratie locale et dès lors, par l'exercice de la tutelle et le contrôle de la Direction de contrôle des mandats locaux » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2017-2018, n° 1047/1, p. 3).

B.30.1. Au regard de cet objectif, le critère de distinction entre les sociétés soumises aux dispositions attaquées et celles qui ne le sont pas est pertinent, puisqu'il permet aux autorités régionales et locales d'exercer un contrôle sur les sociétés privées qui sont l'émanation de personnes morales de droit public locales elles-mêmes soumises au contrôle des autorités régionales. Il est en effet permis de considérer qu'une société de droit privé dont le capital est constitué, à plus de 50%, directement ou indirectement, de fonds d'origine publique, est une émanation des personnes morales de droit public locales qui la constituent et qu'elle peut, à ce titre, être soumise à des contrôles exercés par les autorités publiques.

B.30.2. Par ailleurs, en ce qui concerne la comparaison entre les sociétés auxquelles les dispositions attaquées sont applicables et les sociétés détenues, directement ou indirectement, par la Région wallonne ou par les personnes publiques qui en sont l'émanation, il s'impose de relever que, par deux décrets pris le même jour que le décret attaqué (décret du 29 mars 2018 « modifiant les décrets [du] 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, visant à renforcer la gouvernance et l'éthique au sein des organismes wallons » et décret du 29 mars 2018 « modifiant les décrets [du] 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, visant à renforcer la gouvernance et l'éthique au sein des organismes wallons »), le législateur décréte a également entendu assurer la bonne gouvernance et la transparence au sein des personnes morales contrôlées par la Région wallonne. Sans qu'il soit nécessaire de comparer précisément les dispositions applicables aux sociétés contrôlées par les pouvoirs publics locaux et celles qui sont applicables aux sociétés contrôlées par la Région, il suffit de constater que les différences entre ces dispositions sont justifiées par les natures différentes des pouvoirs publics participant à leur actionnariat.

B.31. Compte tenu de ce qu'en conséquence de l'annulation des articles 35, 44 et 45 attaqués, telle qu'elle est circonscrite en B.19, ces dispositions ne sont pas applicables aux sociétés d'assurances, les dispositions attaquées n'entraînent pas des effets disproportionnés pour les sociétés de droit privé concernées. En effet, les contraintes qu'elles imposent aux sociétés qui y sont soumises ont pour objectif de garantir la bonne gouvernance en leur sein, ce dont elles ne peuvent que tirer profit. Ces contraintes, qui requièrent, certes, une modification de l'organisation de la prise de certaines décisions, ne paraissent pas excessivement lourdes à mettre en œuvre. Par ailleurs, les limitations imposées aux rémunérations ne paraissent pas déraisonnables et laissent une marge de négociation suffisante permettant le recrutement d'un personnel compétent et motivé.

B.32. Sans qu'il soit nécessaire de trancher la question de savoir si des personnes morales de droit privé contrôlées par les pouvoirs publics locaux peuvent se prévaloir de la liberté d'association garantie par l'article 27 de la Constitution, lu ou non en combinaison avec l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, il suffit de constater qu'une limitation de cette liberté par les dispositions attaquées serait justifiée par l'objectif poursuivi par le législateur, qui a été rappelé en B.29.2.

B.33. Pour le surplus, la partie requérante ne démontre pas en quoi les autres normes de référence qu'elle cite dans le moyen seraient violées par les dispositions attaquées.

B.34. Le cinquième moyen n'est fondé en aucune de ses branches.

Par ces motifs,

la Cour

1. décrète le désistement de la partie requérante dans l'affaire n° 7055;

2. annule :

- dans l'article L1532-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par l'article 35 du décret de la Région wallonne du 29 mars 2018 « modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales », les mots « ou atteigne plus de cinquante pourcents des membres du principal organe de gestion »;

- dans l'article L5111-1, 10°, du même Code, remplacé par l'article 47 du décret du 29 mars 2018 précité, les mots « ou désignent plus de cinquante pourcents des membres du principal organe de gestion »;

- les articles L1532-5, L3111-1, § 1^{er}, 8°, et L3116-1 du même Code, respectivement remplacés et insérés par les articles 35, 44 et 45 du même décret, mais uniquement en ce qu'ils s'appliquent aux entreprises d'assurances;

3. rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 16 janvier 2020.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2020/200328]

Uittreksel uit arrest nr. 9/2020 van 16 januari 2020

Rolnummers 6999 en 7055

In zake : de beroepen tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 29 maart 2018 « tot wijziging van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisering met het oog op een sterker bestuur en een sterkere transparantie in de uitvoering van de openbare mandaten in de lokale en bovenlokale structuren en hun filialen », ingesteld door de nv « Integrale » en door de nv « Socofe ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en A. Alen, en de rechters J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet en J. Moerman, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 14 augustus 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 17 augustus 2018, heeft de nv « Integrale », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Bourtembourg en Mr. F. Belleflamme, advocaten bij de balie te Brussel, en door Mr. J.-P. Lacomble en Mr. S. Pâques, advocaten bij de balie te Luik, een beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 29 maart 2018 « tot wijziging van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisering met het oog op een sterker bestuur en een sterkere transparantie in de uitvoering van de openbare mandaten in de lokale en bovenlokale structuren en hun filialen » en, in het bijzonder, van de artikelen 7 en 9, 31, 35, 38 tot 41, 44, 45, 47 tot 49, 51 en 52, 62, 67 tot 80 en 82 van dat decreet (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 mei 2018).

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderde de verzoekende partij eveneens de schorsing van dezelfde decreetsbepalingen. Bij het arrest nr. 170/2018 van 29 november 2018, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 januari 2019, heeft het Hof de vordering tot schorsing verworpen.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 13 november 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 21 november 2018, heeft de nv « Socofe », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. X. Remy, Mr. P. De Bock en Mr. N. Tulkens, advocaten bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 35, 44 en 45 van hetzelfde decreet.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 6999 en 7055 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de afstand van de verzoekende partij in de zaak nr. 7055

B.1.1. De verzoekende partij in de zaak nr. 7055 verklaart afstand te doen van haar beroep tot vernietiging.

B.1.2. Niets verzet zich te dezen er tegen dat het Hof de afstand toewijst.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep in de zaak nr. 6999

B.2.1. De verzoekende partij is een « maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie » in de zin van artikel L5111-1, eerste lid, 10^o, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, dat is ingevoerd bij artikel 47 van het decreet van het Waalse Gewest van 29 maart 2018 « tot wijziging van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisering met het oog op een sterker bestuur en een sterkere transparantie in de uitvoering van de openbare mandaten in de lokale en bovenlokale structuren en hun filialen » (hierna : het bestreden decreet). Alle bij het bestreden decreet ingevoegde bepalingen die betrekking hebben op de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie zijn bijgevolg op haar van toepassing.

B.2.2. In tegenstelling tot hetgeen de Waalse Regering betoogt, kunnen de bepalingen die zij bestrijdt haar situatie rechtstreeks en ongunstig raken in zoverre die bepalingen extra controles instellen op de beslissingen die zij neemt en op de handelingen die zij stelt en in zoverre zij haar verplichtingen opleggen in haar relaties met de leden van haar raad van bestuur alsook op het vlak van aanwerving en beheer van haar leidinggevend personeel.

B.2.3. Hoewel de bestreden bepalingen tot doel of tot gevolg hebben de conformiteit van de akten en beslissingen van de verzoekende partij met de wettigheid, met het belang van de vennootschap en met het algemeen belang te verzekeren, zodat zij een gunstige invloed zouden kunnen hebben op haar situatie, leggen die bepalingen haar niettemin verplichtingen en extra controles op ten opzichte van die welke voordien bestonden. De verzoekende partij heeft dus een belang om de vernietiging ervan te vorderen.

B.2.4. Bij een brief van 6 januari 2020 heeft de Waalse Regering om de heropening van de debatten verzocht, daar het Waals Parlement op 19 december 2019 nieuwe decretale bepalingen heeft goedgekeurd en die nieuwe elementen volgens haar volstaan om « de ontstentenis van belang van de verzoekende partij aan te tonen ».

De nieuwe decretale bepalingen waarnaar in dat schrijven wordt verwezen, hebben, volgens de door het Waals Parlement op 19 december 2019 goedgekeurde tekst, uitwerking op diezelfde dag of, voor één daarvan, op 1 januari 2019. Daar de bestreden bepalingen rechtsgevolgen konden hebben vóór de wijziging ervan bij de inwerkingtreding van de bepalingen die het Waals Parlement op 19 december 2019 heeft goedgekeurd, heeft de verzoekende partij belang erbij de vernietiging ervan te vorderen.

Overigens, zoals de Waalse Regering erkent in haar brief van 6 januari 2020, zijn « die nieuwe elementen reeds in hoofdzaak ter sprake gebracht tijdens de pleitzitting », zodat de partijen in staat waren hieromtrent uitleg te geven.

Er dient niet te worden ingegaan op het verzoek om de debatten te heropenen.

B.2.5. Het beroep is ontvankelijk.

Ten aanzien van het verzoek om een juridisch advies over te leggen

B.3.1. In haar verzoekschrift tot vernietiging vraagt de verzoekende partij het Hof de overlegging te bevelen, door de Waalse Regering, van een juridisch advies dat aan de Regering werd verstrekt en dat werd vermeld tijdens de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2017-2018, 15 maart 2018, CRIC, nr. 112, pp. 13, 18 en 22).

B.3.2. Juridische adviezen die door een regering worden gevraagd bij de totstandkoming van een voorontwerp van decreet, zijn geen « regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten » (artikel 1, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof). Zij zijn dan ook niet van aard om het Hof, bij zijn toetsing van het bestreden decreet aan de bevoegdheidsverdelende regels, op enigerlei wijze te kunnen binden.

Er dient niet te worden ingegaan op de vraag van de verzoekende partij.

Ten aanzien van de definitie van het begrip « maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie »

B.4.1. Het eerste middel beoogt het bestreden decreet in zoverre het « zijn toepassingsgebied uitbreidt tot elke maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie », zoals gedefinieerd bij artikel 47 van het bestreden decreet, dat artikel L5111-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie vervangt.

Artikel 47 van het bestreden decreet voegt in die bepaling een 10° in dat de « maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie » als volgt definieert :

« Maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie : maatschappij die aan volgende criteria beantwoordt :

a) een maatschappij naar Belgisch recht zijn of waarvan een bedrijfszetel in België is gevestigd;

b) geen intercommunale zijn, noch een vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een gemeente- of provinciebedrijf, een gemeentelijke of een provinciale vzw, een projectvereniging, een huisvestingsmaatschappij, een organisme bedoeld in artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder of in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

c) en waarin één of meerdere gemeenten, provincies, OCMW's, intercommunales, zelfstandige gemeente- of provinciebedrijven, projectverenigingen, verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, huisvestingsmaatschappijen, of rechtspersoon of feitelijke vereniging waarbij meerdere voornoemde overheden aangesloten zijn, alleen of samen met het Waalse Gewest, een organisme bedoeld in artikel 3, § 1 tot 7, lid 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder of in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, een kapitaalparticipatie in handen hebben die meer bedraagt dan vijftig percent van het kapitaal; of meer dan vijftig percent van de leden van het voornaamste bestuursorgaan aanwijzen.

[...] ».

Er staat een soortgelijke definitie in artikel L1532-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, vervangen bij artikel 35 van het bestreden decreet, dat de raad van bestuur van de vennootschappen die het beoogt, namelijk filialen van intercommunales of vennootschappen waarin een intercommunale een rechtstreekse of onrechtstreekse participatie bezit, onderwerpt aan de verplichting om bepaalde beslissingen die hij overweegt te nemen, voor eensluidend advies aan de intercommunale over te maken.

B.4.2. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 4 en 5 van de Grondwet en van artikel 6, § 1, VIII, van artikel 7 en van artikel 19 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De verzoekende partij bekritiseert de definitie van een « maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie » in die zin dat zij niet in overeenstemming is met de voormelde bevoegdheidsverdelende regels, zowel uit materieel als uit territoriaal oogpunt.

De Vlaamse Regering, tussenkomende partij, oordeelt op haar beurt dat de voormelde definitie de territoriale bevoegdheid van de Waalse decreetgever te buiten gaat.

B.4.3. De memorie van toelichting van het bestreden decreet geeft aan dat de decreetgever, door de invoering, in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, van de definitie van de « maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie », een vorm van vennootschap wilde identificeren waarin de Waalse lokale overheden vertegenwoordigd zijn maar die voordien ontsnapte aan de bepalingen van het Wetboek met betrekking tot de transparantie van de door de Waalse intercommunales verrichte operaties en van de binnen die intercommunales uitgeoefende mandaten (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2017-2018, nr. 1047/1, p. 12).

B.5. Bij artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 wordt aan de gewesten de bevoegdheid toegewezen, wat de ondergeschikte besturen betreft, om de samenstelling, organisatie, bevoegdheid en werking van de provinciale en gemeentelijke instellingen te regelen, alsook de bevoegdheid om de verenigingen van provincies, van bovengemeentelijke besturen en van gemeenten tot nut van het algemeen, met uitzondering van het door de wet georganiseerde specifiek toezicht inzake brandbestrijding, te regelen.

B.6.1. Vanuit de aanbevelingen die werden geformuleerd in het « Verslag van de parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoeken van de transparantie en de werking van de PUBLIFIN-Groep », dat werd goedgekeurd in voltallige zitting van het Waalse Parlement op 6 juli 2017 (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2016-2017, nr. 861/1), heeft de decreetgever zich bevoegd geacht om, in het kader van zijn bevoegdheid inzake ondergeschikte besturen, « nieuwe regels [aan te nemen] inzake bestuur en transparantie binnen de lokale en bovenlokale structuren of binnen hun filialen » en om « de perimeter van de door de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie beoogde instellingen en mandatarissen aanzienlijk [uit te breiden] » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2017-2018, nr. 1047/1, p. 3).

B.6.2. Zoals werd opgemerkt door de afdeling wetgeving van de Raad van State, « kunnen privaatrechtelijke vennootschappen waaraan opdrachten van openbare dienst worden toevertrouwd aldus aan het toezicht van het Gewest worden onderworpen en kunnen zij verplichtingen opgelegd krijgen die gerechtvaardigd zijn door het overheidsbeleid » (*ibid.*, p. 49).

B.6.3. Artikel L1512-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie machtigt de intercommunales om participaties te nemen in het kapitaal van eender welke vennootschap wanneer zij van die aard zijn dat zij tot de verwezenlijking van hun maatschappelijk doel bijdragen. Artikel L1512-6, § 1, van hetzelfde Wetboek preciseert overigens dat, ongeacht hun doel, de intercommunales opdrachten van openbare dienst uitoefenen. Men dient bijgevolg ervan uit te gaan dat de privaatrechtelijke vennootschappen waarin intercommunales participeren bijdragen, althans indirect, tot de verwezenlijking van een opdracht van openbare dienst. Hetzelfde geldt voor de privaatrechtelijke vennootschappen waarin gemeenten of provincies participeren, waarbij laatstgenoemden belast zijn met het regelen van hetgeen de gemeentelijke en provinciale belangen betreft, alsook voor de privaatrechtelijke vennootschappen in het kapitaal waarvan de andere door de bestreden bepaling beoogde lokale publiekrechtelijke rechtspersonen participeren. In die hoedanigheid kunnen zij verplichtingen opgelegd krijgen die verantwoord zijn door het overheidsbeleid.

B.6.4. Voor het overige komt het niet het Hof toe zich concreet uit te spreken over de medewerking van de verzoekende vennootschap aan het maatschappelijk doel van de intercommunale die participeert in haar financiering over de inhoud van de opdrachten van openbare dienst die door deze intercommunale worden vervuld. Het Hof onderzoekt de bestreden bepalingen vanuit de overweging dat de vennootschappen waarop zij van toepassing zijn bijdragen, in voorkomend geval indirect, tot de verwezenlijking van een opdracht van openbare dienst omdat die vennootschappen rechtstreeks of onrechtstreeks worden gecontroleerd door lokale publiekrechtelijke rechtspersonen die geen ander doel kunnen nastreven dan de verwezenlijking van een openbare dienst in overeenstemming met het algemeen belang.

B.7. Het criterium van de significante controle die wordt uitgeoefend op de vennootschappen die de decreetgever wil beogen, door de lokale publiekrechtelijke rechtspersonen waarvoor hij bevoegd is, criterium dat zich concreet vertaalt, hetzij door een meerderheidsparticipatie in het kapitaal van de vennootschap, hetzij door een meerderheidsdeelnemersnaam aan het voornaamste beheersorgaan van de vennootschap, brengt niet op zich de decreetgever ertoe zijn bevoegdheid inzake ondergeschikte besturen te overschrijden. De decreetgever kon immers redelijkerwijs ervan uitgaan dat een rechtspersoon die de vorm van een private vennootschap heeft aangenomen maar waarvan het kapitaal voor meer dan 50% bestaat uit lokale overheidsmiddelen of waarvan de meerderheid van de leden van het voornaamste beheersorgaan wordt aangewezen door de lokale overheden, kan worden onderworpen aan bepalingen die een controle organiseren op de verrichtingen die met die overheidsmiddelen worden gedaan en op de uitoefening van de mandaten die door die lokale overheden worden toevertrouwd.

B.8.1. De artikelen 5, 39 en 134 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 2 en 19, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en met de artikelen 2, § 1, en 7 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, hebben een exclusieve territoriale bevoegdheidsverdeling tot stand gebracht. Een zodanig stelsel veronderstelt dat het onderwerp van iedere regeling die een gewestwetgever uitvaardigt, moet kunnen worden gelokaliseerd binnen het gebied waarvoor hij bevoegd is, zodat iedere concrete verhouding of situatie slechts door één enkele wetgever wordt geregeld.

B.8.2. De bestreden bepalingen definiëren een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie als een maatschappij naar Belgisch recht of een maatschappij waarvan een bedrijfszetel in België gevestigd is en waarvan het kapitaal, voor meer dan 50%, in handen is van een of meer lokale publiekrechtelijke rechtspersonen die aan het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie onderworpen zijn of waarvan het voornaamste bestuursorgaan, voor meer dan 50%, is samengesteld uit personen die benoemd zijn door een of meer lokale publiekrechtelijke rechtspersonen die onderworpen zijn aan het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

B.8.3. Een dergelijk aanknopingscriterium laat toe de toepassing van de decreetsbepalingen te lokaliseren binnen de territoriale bevoegdheidsfeer van het Waalse Gewest. De bestreden bepalingen hebben immers hoofdzakelijk tot doel de banden tussen die vennootschappen en de lokale publiekrechtelijke rechtspersonen waarvan zij de emanatie zijn of waarvan zij afhangen nauwer aan te halen, zodat een controle op die vennootschappen kan worden uitgeoefend door die rechtspersonen of door het Waalse Gewest dat het toezicht op die laatstgenoemden uitoefent. De lokale publiekrechtelijke rechtspersoon, die onderworpen is aan het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en dus noodzakelijkerwijs gevestigd is op het grondgebied van het Waalse Gewest, en die de aandeelhouders van de door de bestreden bepalingen beoogde vennootschap controleert, vormt een pertinent territoriaal aanknopingscriterium.

B.8.4. Een beperking van het toepassingsgebied van de bestreden bepalingen tot de vennootschappen waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is op het grondgebied van het Waalse Gewest zou overigens tot gevolg hebben dat alle vennootschappen die worden gecontroleerd door een of meer lokale publiekrechtelijke rechtspersonen die onderworpen zijn aan het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, en waarvan de maatschappelijke zetel gelokaliseerd zou zijn in een ander gewest van het land, zouden ontsnappen aan de controles die de decreetgever wilde organiseren.

B.8.5. Het stelsel van exclusieve territoriale bevoegdheidsverdeling veronderstelt echter dat elke situatie moet kunnen worden gekoppeld aan de regelgeving van één enkele wetgever. Te dezen heeft de decreetgever, in punt c) van de definitie van de «maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie», in twee alternatieve aanknopingscriteria voorzien, namelijk, enerzijds, de identiteit van de personen die een meerderheid van het kapitaal in handen hebben en, anderzijds, de identiteit van de personen die een meerderheid van de leden van het voornaamste beheersorgaan benoemen. Door te kiezen voor twee verschillende en alternatieve aanknopingscriteria, creëert de decreetgever een situatie waarin hij niet uitsluit dat, wanneer een andere decreetgever een soortgelijke regelgeving met dezelfde twee alternatieve aanknopingscriteria zou nemen, eenzelfde situatie wordt geregeld door twee wettelijke normen die door verschillende wetgevers zijn genomen.

Gelet op het doel van het bestreden decreet, dat erin bestaat de transparantie te bevorderen van de transacties die zijn verricht en van de beslissingen die zijn genomen met behulp van de geldmiddelen die door lokale publiekrechtelijke rechtspersonen in privaatrechtelijke vennootschappen zijn geïnvesteerd, dient voorrang te worden gegeven aan het criterium betreffende het bezit van een meerderheid van het kapitaal van de vennootschap ten opzichte van het criterium van de benoeming van een meerderheid van de leden van haar voornaamste beheersorgaan.

B.9. Het eerste middel is in die mate gegrond. In de artikelen L1532-5 en L5111-1, 10°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, zoals zij respectievelijk zijn vervangen bij de artikelen 35 en 47 van het bestreden decreet, dienen respectievelijk de woorden «of meer dan vijftig percent van de leden van het voornaamste beheersorgaan bereikt» en «of meer dan vijftig percent van de leden van het voornaamste bestuursorgaan aanwijzen» te worden vernietigd.

Ten aanzien van het eensluidend advies van de «moeder»-intercommunale, het gewoon administratief toezicht en de mogelijkheid om een bijzondere commissaris aan te wijzen

B.10.1. Artikel 35 van het bestreden decreet vervangt artikel L1532-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie door de volgende bepaling:

« Art. L1532-5. Het filiaal van een intercommunale, evenals alle maatschappijen waarin een intercommunale of een filiaal ervan een participatie bezitten, ongeacht de graad daarvan, voor zover de totale participatie die enkel in haar handen is of rechtstreeks of onrechtstreeks gedeeld wordt met de gemeenten, provincies, OCMW's, intercommunales, zelfstandige gemeente- of provinciebedrijven, gemeentelijke of provinciale vzw's, projectverenigingen, verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de huisvestingsmaatschappijen of rechtspersonen of feitelijke verenigingen waarin meerdere voornoemde overheden verenigd zijn, of hoger is dan vijftig percent van het kapitaal of meer dan vijftig percent van de leden van het voornaamste beheersorgaan bereikt, maken aan de raad van bestuur van de intercommunale de ontwerp-beslissingen over in verband met het nemen of intrekken van participaties in elke publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon, met het afstoten van bedrijfstukken of algemeenheden, evenals met de vergoedingen die onder de algemene vergadering of het voornaamste beheersorgaan vallen.

De raad van bestuur van de intercommunale beschikt over een termijn van dertig dagen om een eensluidend advies in te dienen.

De betrokken maatschappijen brengen hun statuut in overeenstemming met dit artikel. Bij ontstentenis trekt de intercommunale zich uit het kapitaal van de maatschappij terug ».

Als gevolg van de gedeeltelijke vernietiging van die bepaling, zoals is vermeld in B.9, dienen in het eerste lid ervan de woorden «of meer dan vijftig percent van de leden van het voornaamste beheersorgaan bereikt» te worden weggelaten.

B.10.2. Artikel 44 van het bestreden decreet voegt in artikel L3111-1, § 1, van hetzelfde Wetboek, dat de lijst vaststelt van de instellingen die onderworpen zijn aan het gewoon administratief toezicht van het Waalse Gewest, een 8° in dat luidt als volgt :

« 8° een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie, zoals omschreven in artikel L5111-1, lid 1, 10° ».

Daaruit volgt dat de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie, vanaf de inwerkingtreding van die bepaling, onderworpen zijn aan het gewoon administratief toezicht dat wordt uitgeoefend door het Waalse Gewest.

B.10.3. Artikel 45 van het bestreden decreet vervangt artikel L3116-1 van hetzelfde Wetboek door de volgende bepaling :

« De toezichthoudende overheid mag, bij besluit, een bijzondere commissaris aanwijzen wanneer een publiek-rechtelijke rechtspersoon of een instelling bedoeld in artikel L3111-1, § 1, het algemeen belang schaadt, verzuimt de aangevraagde inlichtingen en elementen te verstrekken of de voorschriften van de wetten, decreten, besluiten, regelingen of statuten, of van een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing uit te voeren. De bijzondere commissaris is gemachtigd om alle maatregelen te treffen in de plaats van de in gebreke gebleven overheid, binnen de perken van het mandaat dat hem bij het aanwijzingsbesluit is toegekend ».

Wat de federale bevoegdheid inzake vennootschapsrecht betreft

B.11. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van artikel 39 van de Grondwet en van de artikelen 6, § 1, VI, vijfde lid, 5°, en 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« Bovendien is alleen de federale overheid bevoegd voor :

[...]

5° het handelsrecht en het vennootschapsrecht;

[...] ».

B.12.1. De artikelen 61, § 1, 63, 64, 521, 522, 527 en 531 van het Wetboek van vennootschappen, die door de verzoekende partij worden geciteerd, stellen diverse regels vast betreffende de organen van de vennootschappen, de geldigheid van de door die organen aangenomen akten, de bevoegdheden van de raad van bestuur, de aansprakelijkheid van de leden van de raad van bestuur en de bevoegdheden van de algemene vergadering van de aandeelhouders.

Het Wetboek van vennootschappen is opgeheven bij de wet van 23 maart 2019 « tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen ». Krachtens artikel 39 van die wet is het nieuwe Wetboek van vennootschappen en verenigingen van toepassing vanaf 1 januari 2020. De artikelen 2.41, 2.42, 2.49, 2.56, 7.85, 7.93, 7.95, 7.98 en 7.124 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen leggen bepalingen vast die vergelijkbaar zijn met de door de verzoekende partij geciteerde bepalingen van het Wetboek van vennootschappen.

B.12.2. In zoverre de bestreden bepalingen bepaalde akten van de filialen van intercommunales onderwerpen aan het eensluidend advies van de « moeder »-intercommunale en in zoverre zij voorzien in een administratief toezicht op de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie en in de mogelijkheid om een bijzondere commissaris aan te wijzen in bepaalde gevallen waarin de vennootschap in gebreke blijft, regelen zij een aspect van het vennootschapsrecht, dat onder de bevoegdheid van de federale overheid valt.

In dat opzicht doet het er niet toe dat de decreetgever, met de bestreden bepalingen, niet de toepassing van de in het middel geciteerde bepalingen van het Wetboek van vennootschappen verhindert, maar in meer controles voorziet voor bepaalde vennootschappen. Zodoende wijzigen de bestreden bepalingen immers de regelgeving betreffende het nemen van bepaalde beslissingen binnen de betrokken vennootschappen en hebben zij dus een weerslag op de bevoegdheden van de organen van die vennootschappen. Daaruit volgt dat de bestreden bepalingen tot de aangelegenheid van het vennootschapsrecht behoren.

B.13.1. Het Hof dient nog te onderzoeken of de toepassingsvoorwaarden van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vervuld zijn.

Die bepaling staat het Waalse Gewest met name toe een decreet aan te nemen dat een federale aangelegenheid regelt op voorwaarde dat die bepaling noodzakelijk is voor de uitoefening van zijn bevoegdheden, die aangelegenheid zich leent tot een gedifferentieerde regeling en de weerslag van die bepaling op de federale aangelegenheid slechts marginaal is.

B.13.2. De decreetgever kon ervan uitgaan dat het, met het oog op een sterker behoorlijk bestuur en een sterkere transparantie in de lokale structuren waarop hij toezicht uitoefent, noodzakelijk was om de bestreden bepalingen aan te nemen. Zonder die bepalingen ontsnappen immers bepaalde structuren met de rechtsvorm van een privaatrechtelijke vennootschap, die rechtstreeks of onrechtstreeks worden gefinancierd en gecontroleerd door de lokale overheden, aan een adequaat en daadwerkelijk overheidstoezicht. Er kan worden aangenomen dat, teneinde zijn bevoegdheid inzake verenigingen van provincies, bovengemeentelijke besturen en gemeenten tot nut van het algemeen op correcte wijze uit te oefenen (artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980), de decreetgever, die weet had van bepaalde situaties die onverenigbaar werden geacht met de regels van goed bestuur en transparantie die hij op lokaal niveau wilde opleggen, het noodzakelijk achtte de bestreden bepalingen aan te nemen.

B.13.3. Door te bepalen dat de ontwerpbeslissingen in verband met het nemen of intrekken van participaties in een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon, het afstoten van bedrijfstakken of algemeenheden evenals de vergoedingen die onder de algemene vergadering of het voornaamste beheersorgaan vallen het voorwerp uitmaken van een eensluidend advies vanwege de intercommunale waarvan de betrokken vennootschap een filiaal is, doet artikel 35 van het bestreden decreet geen afbreuk aan het beginsel volgens hetwelk de organen van de vennootschap aansprakelijk zijn voor de beslissingen die zij nemen. Hetzelfde geldt voor artikel 44 van het bestreden decreet, dat voorziet in het algemeen administratief toezicht op de akten van de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie, en voor artikel 45 van het bestreden decreet, dat in bepaalde gevallen voorziet in het optreden van een bijzondere commissaris, die in de plaats treedt van de organen van de vennootschap. Die bepalingen hebben niet tot gevolg de organen van de vennootschap van hun aansprakelijkheid te ontheffen, maar leiden ertoe, doordat zij voorzien in extra controles op de beslissingen van de raad van bestuur, de bevoegdheden van die laatste te beperken, die aldus kan worden verhindert bepaalde beslissingen te nemen.

Die decreetsbepalingen hebben betrekking op aspecten van het vennootschapsrecht die zich dus lenen tot een gedifferentieerde regeling, omdat de beoogde vennootschappen waaraan verplichtingen en extra controles worden opgelegd niet worden verhindert om daarnaast te voldoen aan de regelgeving inzake de verantwoordelijkheid van de organen van privaatrechtelijke vennootschappen.

B.13.4. Ten slotte zijn de bestreden bepalingen enkel van toepassing op de privaatrechtelijke vennootschappen waarvan het kapitaal, voor meer dan 50% , rechtstreeks of onrechtstreeks is gevormd door participaties van de publiekrechtelijke rechtspersonen die zij opsommen, zodat de weerslag ervan op de aangelegenheid van het vennootschapsrecht marginaal is, ten opzichte van het aantal privaatrechtelijke rechtspersonen die aan het vennootschapsrecht onderworpen zijn.

B.14. Uit het voorgaande volgt dat de bestreden bepalingen in overeenstemming zijn met de in het middel beoogde bevoegdheidsverdelende regels.

Het middel is niet gegrond.

Wat de federale bevoegdheid voor het verzekeringsrecht betreft

B.15. Het derde middel is afgeleid uit de schending van artikel 39 van de Grondwet en van de artikelen 6, § 1, VI, vijfde lid, 2°, en 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt :

« Bovendien is alleen de federale overheid bevoegd voor :

[...]

2° het financieel beleid en de bescherming van het spaarwezen, met inbegrip van de reglementering en de controle op de kredietinstellingen en andere financiële instellingen en op de verzekeringsmaatschappijen en daarmee gelijkgestelde ondernemingen, de holdings en de gemeenschappelijke beleggingsfondsen, het hypothecair krediet, het consumptiekrediet, het bank- en verzekeringsrecht, alsmede de oprichting en het beheer van haar openbare kredietinstellingen;

[...] ».

B.16.1. Met de wet van 13 maart 2016 « op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen » (hierna: de wet van 13 maart 2016) regelt de federale wetgever, « om de verzekeringnemers, de verzekerden en de begunstigden van verzekeringsovereenkomsten en -verrichtingen te beschermen en om de soliditeit en de goede werking van het financiële stelsel te verzekeren, [...] de vestiging en de activiteiten van, alsook het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen die in België werkzaam zijn, met inbegrip van bepaalde modaliteiten en voorwaarden die specifiek zijn voor verzekerings- of herverzekeringsovereenkomsten en -verrichtingen » (artikel 3). Die wet organiseert onder meer het toezicht op de verzekeringsondernemingen door de Nationale Bank van België.

Artikel 44 van de wet van 13 maart 2016 bepaalt dat « het wettelijk bestuursorgaan [...] de eindverantwoordelijkheid voor de verzekerings- of herverzekeringsonderneming [draagt] ». Binnen dat orgaan worden een auditcomité, een remuneratiecomité en een risicocomité opgericht (artikel 48). De leden van die comités moeten over de door de wet omschreven kennis, deskundigheid, ervaring en vaardigheden beschikken (artikelen 49 tot 51).

B.16.2. De wet van 13 maart 2016 zet onder meer de richtlijn 2009/138/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009 « betreffende de toegang tot en uitoefening van het verzekerings- en het herverzekeringsovereenkomstbedrijf », « Solvabiliteit II » genoemd, om, die in artikel 27 bepaalt, wat betreft het toezicht op de verzekeringsondernemingen, dat « de lidstaten [ervoor] zorgen [...] dat de toezichthoudende autoriteiten van de noodzakelijke middelen worden voorzien en over de relevante deskundigheid en capaciteit alsook het relevante mandaat beschikken om het voornaamste doel van het toezicht, namelijk de bescherming van verzekeringnemers en begunstigden, te verwezenlijken ».

Overigens moeten, met toepassing van artikel 42, lid 1, van de voormelde richtlijn, alle personen die een verzekeringsonderneming daadwerkelijk besturen of andere sleutelfuncties vervullen, te allen tijde aan vereisten voldoen betreffende hun beroepskwalificaties, -kennis en -ervaring en hun goede naam en integriteit.

B.17. In zoverre de bestreden artikelen 35, 44 en 45 bepaalde akten van de filialen van intercommunales die verzekeringsondernemingen zijn, onderwerpen aan het eensluidend advies van de « moeder »-intercommunale en in zoverre zij voorzien in een administratief toezicht op de maatschappijen met een significante overheidsparticipatie die verzekeringsondernemingen zijn alsook in de mogelijkheid om een bijzondere commissaris aan te wijzen in bepaalde gevallen waarin de vennootschap in gebreke blijft, betreffen zij de reglementering van en de controle op de verzekeringsondernemingen, aangelegenheid die onder de bevoegdheid van de federale overheid valt.

B.18.1. Het Hof dient nog te onderzoeken of de toepassingsvoorwaarden van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vervuld zijn.

Die bepaling staat het Waalse Gewest met name toe een decreet te nemen dat een federale aangelegenheid regelt op voorwaarde dat die bepaling noodzakelijk is voor de uitoefening van zijn bevoegdheden, die aangelegenheid zich leent tot een gedifferentieerde regeling en de weerslag van die bepaling op de federale aangelegenheid slechts marginaal is.

B.18.2. De door de federale wetgever genomen maatregelen inzake toezicht op de verzekeringsondernemingen, ter uitvoering van onder meer de omzetting van de richtlijn 2009/138/EG, die « Solvabiliteit II » wordt genoemd, kunnen niet terzijde worden geschoven ten gunste van andere door de decreetgevers ingevoerde controlemechanismen voor bepaalde verzekeringsondernemingen, afhankelijk van de samenstelling van hun groep aandeelhouders. In het bijzonder kan het toezicht dat door de Nationale Bank van België wordt uitgeoefend krachtens de wet van 13 maart 2016 om de verzekeringnemers, de verzekerden en de begunstigden van verzekeringsovereenkomsten te beschermen en om de soliditeit en de goede werking van het financiële stelsel te verzekeren, niet in concurrentie treden met andere controlemechanismen die worden aangewend door een « moeder »-intercommunale of door een toezichthoudende overheid en die andere doeleinden hebben, aangezien daaruit, voor de verzekeringsmaatschappij die aan verschillende concurrerende controlemechanismen wordt onderworpen, een onmogelijkheid zou kunnen voortvloeien om gelijktijdig te voldoen aan de beslissingen of aanmaningen van de verschillende toezichthouders.

Daaruit volgt dat de controle op de verzekeringsondernemingen zich niet leent tot een gedifferentieerde regeling, zodat de bevoegdheidsverschrijding op het gebied van de controle op de verzekeringsondernemingen niet kan worden verantwoord op grond van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

B.19. Het derde middel is gegrond. De bestreden bepalingen schenden de artikelen 6, § 1, VI, vijfde lid, 2°, en 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. De artikelen 35, 44 en 45 van het bestreden decreet dienen bijgevolg te worden vernietigd, maar alleen in zoverre zij van toepassing zijn op de verzekeringsondernemingen.

Ten aanzien van de « lokale leidinggevende functie » de maximumbedragen inzake bezoldiging, de concurrentiebedingen en de bepalingen betreffende de beëindiging van de arbeidsovereenkomst

B.20.1. Artikel 47 van het bestreden decreet vervangt artikel L5111-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie. Die bepaling definieert het begrip « lokale leidinggevende functie » als volgt :

« 7° lokale leidinggevende functie : de persoon die de hoogste hiërarchische positie bekleeft, krachtens een arbeidsovereenkomst of een statuut in dienst genomen in een intercommunale, een vereniging van overheden bedoeld in artikel 118 van de Organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een zelfstandig gemeentelijk of provinciaal bedrijf, een gemeentelijke of provinciale vzw, een projectvereniging, een huisvestingsmaatschappij, een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie ».

B.20.2. Artikel 56 van het bestreden decreet voegt in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie een artikel L5321-1 in dat maximumbedragen inzake bezoldiging vaststelt voor de titularissen van lokale mandaten. Die bepaling bevat een paragraaf 6 die als volgt is geformuleerd :

« Het maximale jaarlijkse brutobedrag van de bezoldiging van de houder van de plaatselijke leidinggevende functie mag niet hoger zijn dan het bedrag opgenomen in bijlage 4 ».

Bij artikel 82 van het bestreden decreet wordt bijlage 4 in hetzelfde Wetboek ingevoegd. Met toepassing van die tekst bedraagt het jaarlijks maximaal brutobedrag van de bezoldiging voor de titularis van de leidinggevende functie van een maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie 245 000 euro, geïndexeerd, en kan geen enkel ander personeelslid een bezoldiging krijgen die hoger is dan die bezoldiging.

B.20.3. Artikel 76 van het bestreden decreet voegt in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie een artikel L6434-1, § 4, in, dat bepaalt :

« Indien de titularis van de lokale leidinggevende functie zijn functies in het kader van een arbeidsovereenkomst uitoefent, kan een concurrentiebeding worden ingevoegd vóór het einde van de contractuele relaties of op het ogenblik van de verbreking met inachtneming van de voorwaarden bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, met name met het oog op de activiteit van de betrokken instelling.

Een overeenkomst van concurrentiebeding kan worden afgesloten na afloop van de contractuele relaties met het oog op de activiteit van de betrokken instelling.

De concurrentiebeding is hoe dan ook voor een periode van maximaal zes maanden voorzien. De vergoeding ontvangen in dat opzicht is niet hoger dan de basisbezoldiging voor de helft van de voorziene periode van concurrentiebeding ».

Wat de federale bevoegdheid inzake arbeidsrecht en sociale zekerheid betreft

B.21. De verzoekende partij leidt een vierde middel af uit de schending, door de voormelde bepalingen, van de artikelen 39 en 134 van de Grondwet en van de artikelen 6, § 1, VI, vijfde lid, 12°, 6, § 1, VIII, en 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt :

« Bovendien is alleen de federale overheid bevoegd voor :

[...]

12° het arbeidsrecht en de sociale zekerheid ».

B.22. De bestreden bepalingen beperken de bezoldiging van de titularis van de leidinggevende functie van de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie en van alle andere personeelsleden van die maatschappijen, en bieden de mogelijkheid een beperkt concurrentiebeding in te voegen in de arbeidsovereenkomst van de titularis van de leidinggevende functie. Zij regelen aldus aspecten van het arbeidsrecht die onder de bevoegdheid van de federale overheid vallen.

B.23.1. Het Hof dient nog te onderzoeken of de toepassingsvoorwaarden van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals die zijn vermeld in B.18.1, vervuld zijn.

B.23.2. Uit de memorie van toelichting van het bestreden decreet blijkt dat de decreetgever het noodzakelijk achtte « de persoonlijke aansprakelijkheid van de mandatarissen te versterken, ongeacht of zij verkozen of aangewezen zijn in lokale of bovenlokale structuren of in de filialen daarvan » en « striktere regels uit te werken [...] om misbruik te voorkomen ». Het striktere kader van de bezoldigingen en de begrenzing van de bezoldiging voor de lokale leidinggevende functie maken deel uit van die regels ter voorkoming van misbruik (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2017-2018, nr. 1047/1, p. 3).

B.24.1. De decreetgever kon, teneinde de doelstellingen te bereiken die hij nastreefde inzake goed bestuur en transparantie binnen de lokale structuren waarop hij toezicht uitoefent, het noodzakelijk achten de bestreden bepalingen aan te nemen. Het komt hem immers toe een gezond beheer te waarborgen van de vennootschappen waarvan het kapitaal voor meer dan 50% uit overheidsmiddelen bestaat. Na te hebben vastgesteld dat er situaties bestonden die onverzoekenbaar waren met het beleid dat hij op dat gebied wilde voeren, vermocht hij de nodige bepalingen aan te nemen om die situaties te corrigeren en te voorkomen dat zij zich opnieuw zouden voordoen.

B.24.2. De begrenzing van de bezoldigingen in bepaalde vennootschappen en de mogelijkheid om een beperkt concurrentiebeding in te voegen doen geen afbreuk aan de essentiële elementen van de federale reglementering op de arbeidsovereenkomsten, zodat kan worden aangenomen dat de bestreden bepalingen elementen van het arbeidsrecht regelen die zich tot een gedifferentieerde regeling lenen.

B.24.3. Ten slotte is de weerslag van de bestreden bepalingen op de federale bevoegdheid inzake arbeidsrecht marginaal, aangezien slechts een welbepaalde categorie van vennootschappen te maken heeft met de toepassing van de bestreden decreetsbepalingen.

B.25. Het vierde middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie

B.26. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 22 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, met de artikelen 8 en 11 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 27 van de Grondwet, met artikel 7 van het decreet d'Allarde en de artikelen II.3 en II.4 van het Wetboek van economisch recht, met de artikelen 16 en 41 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, met de vrijheden van verkeer verankerd in de artikelen 28, 45, 49, 54 en 56 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en met artikel 133 van de richtlijn 2009/138/EG van het Europees Parlement en de Raad van 25 november 2009 « betreffende de toegang tot en uitoefening van het verzekerings- en het herverzekeringsbedrijf (Solvabiliteit II) (herschikking) ». Dat middel beoogt de artikelen 7, 9, 31, 35, 38 tot 41, 44, 45, 47 tot 49, 51, 52, 62, 67 tot 80 van het bestreden decreet.

Dat middel bestaat uit vier onderdelen waarbij het Hof wordt verzocht de situatie van de aan de bestreden bepalingen onderworpen vennootschappen te vergelijken met de situatie van de andere verzekeringsmaatschappijen die niet eraan onderworpen zijn (eerste onderdeel), met de situatie van de vennootschappen die, rechtstreeks, in handen zijn van het Waalse Gewest of van de openbare rechtspersonen die de emanatie ervan zijn (tweede onderdeel), met de situatie van de verzekeringsmaatschappijen die in handen zouden zijn van het Waalse Gewest of van de openbare rechtspersonen die de emanatie ervan zijn (derde onderdeel) en met de instellingen voor de financiering van pensioenen die zijn opgericht op grond van de wet van 27 oktober 2006 « betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorzieningen » (vierde onderdeel).

B.27. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.28.1. Rekening houdend met de gedeeltelijke vernietiging van die bepaling, zoals vermeld in B.9, is artikel L1532-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, zoals vervangen bij het bestreden artikel 35, van toepassing op de vennootschappen waarin een intercommunale of een filiaal van een intercommunale een participatie heeft en waarvan meer dan 50% van het kapitaal rechtstreeks of onrechtstreeks, al dan niet op gedeelde wijze, in handen is van « gemeenten, provincies, OCMW's, intercommunales, zelfstandige gemeente- of provinciebedrijven, gemeentelijke of provinciale vzw's, projectverenigingen, verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de huisvestingsmaatschappijen of rechtspersonen of feitelijke verenigingen waarin meerdere voornoemde overheden verenigd zijn ».

De andere bestreden bepalingen zijn van toepassing op de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie, zoals gedefinieerd bij artikel L5111-1, 10°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, dat werd ingevoegd bij artikel 47 van het bestreden decreet, als zijnde, rekening houdend met de gedeeltelijke vernietiging van die bepaling - zoals vermeld in B.9 - de vennootschappen waarvan meer dan 50% van het kapitaal rechtstreeks of onrechtstreeks in handen is van gemeenten, provincies, OCMW's, intercommunales, zelfstandige gemeente- of provinciebedrijven, projectverenigingen, verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, huisvestingsmaatschappijen, of rechtspersoon of feitelijke vereniging waarbij meerdere voornoemde overheden aangesloten zijn, alleen of samen met het Waalse Gewest, een instelling bedoeld in artikel 3, § 1 tot § 7, lid 1, van het decreet van 12 februari 2004 « betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet ».

B.28.2. De in het middel bekritiseerde verschillen in behandeling berusten op het criterium van de herkomst van de geldmiddelen die in de betrokken vennootschap worden geïnvesteerd. De bestreden bepalingen zijn van toepassing wanneer meer dan de helft van de aandeelhouders van de vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks bestaat uit een of meer lokale overheden die zijn opgesomd in artikel L1532-5 of in artikel L5111-1, 10°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

Dat criterium is objectief. Het Hof moet onderzoeken of het pertinent is in het licht van het voorwerp van de bestreden bepalingen en van het door de decreetgever nagestreefde doel.

B.29.1. De bestreden bepalingen creëren onverenigbaarheden voor de titularissen van de leidinggevende functies in de betrokken vennootschappen (artikelen 7, 9, 31, 38 tot 41 en 62) en verplichten hen bepaalde aangiften te doen (artikelen 48 en 49), zodat zij de mogelijkheden tot aanwerving voor die functies beperken. Zij leggen een aantal verplichtingen vast die de beslissingsbevoegdheid van de beheersorganen van de betrokken vennootschappen beperken, wat betreft het nemen of intrekken van participaties in andere publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen, het afstoten van bedrijfstukken of algemeenheden (artikel 35), de vergoedingen, bezoldigingen en voordelen in natura die worden toegekend aan de leden van het voornaamste beheersorgaan en aan de personeelsleden (artikel 52). Zij onderwerpen de maatschappijen met een significante lokale overheidsparticipatie aan het gewone administratief toezicht dat door het Waalse Gewest wordt uitgeoefend (artikel 44) en staan de toezichthoudende overheid toe een bijzondere commissaris aan te wijzen die gemachtigd is om, in bepaalde omstandigheden, alle maatregelen te treffen in de plaats van de in gebreke gebleven overheid (artikel 45). Ten slotte leggen zij hun regels op inzake bestuur en transparantie (artikelen 67 tot 80).

B.29.2. De memorie van toelichting van het bestreden decreet geeft aan dat het de weergave is van de aanbevelingen die werden geformuleerd in het verslag van 6 juli 2017 van de parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoeken van de transparantie en de werking van de « PUBLIFIN-groep ». De decreetgever oordeelde dat de omzetting van de aanbevelingen van dat verslag in Waalse rechtsinstrumenten van algemeen belang was. Om een einde te maken aan situaties die de decreetgever beschouwde als onverenigbaar met zijn beleid inzake bestuur en transparantie binnen de lokale en bovenlokale structuren of in hun filialen en om te voorkomen dat zij zich opnieuw zouden voordoen, oordeelde hij dat het onontbeerlijk was « de perimeter van de instellingen en mandatarissen die door de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden beoogd aanzienlijk [uit te breiden], door de uitoefening van het toezicht en door de controle vanwege de ' Direction de contrôle des mandats locaux ' (Directie voor de controle van de lokale mandaten) » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2017-2018, nr. 1047/1, p. 3).

B.30.1. In het licht van dat doel is het criterium van onderscheid tussen de vennootschappen die aan de bestreden bepalingen onderworpen zijn en die welke dat niet zijn pertinent omdat het de gewestelijke en lokale overheden toelaat een controle uit te oefenen op de private vennootschappen die de emanatie zijn van publiekrechtelijke rechtspersonen die zelf onderworpen zijn aan de controle vanwege de gewestelijke overheden. Men mag immers ervan uitgaan dat een privaatrechtelijke vennootschap waarvan het kapitaal, rechtstreeks of onrechtstreeks, voor meer dan 50% uit overheidsmiddelen bestaat, een emanatie is van de publiekrechtelijke rechtspersonen waaruit zij bestaat, en dat zij in die hoedanigheid kan worden onderworpen aan controles vanwege de openbare overheden.

B.30.2. Wat overigens de vergelijking betreft tussen de vennootschappen waarop de bestreden bepalingen van toepassing zijn en de vennootschappen die rechtstreeks of onrechtstreeks in handen zijn van het Waalse Gewest of van de openbare rechtspersonen die de emanatie ervan zijn, dient te worden opgemerkt dat, bij twee decreten die werden aangenomen op dezelfde dag als het bestreden decreet (decreet van 29 maart 2018 « tot wijziging van de decreten van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, met het oog op een sterker bestuur en een sterkere ethiek binnen de Waalse instellingen » en decreet van 29 maart 2018 « tot wijziging van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet en [van] het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 12 [lees : artikel 138] van de Grondwet [, met het oog op een sterker bestuur en een sterkere ethiek binnen de Waalse instellingen] »), de decreetgever eveneens een goed bestuur en transparantie heeft willen verzekeren binnen de door het Waalse Gewest gecontroleerde rechtspersonen. Zonder dat het noodzakelijk is de bepalingen die gelden voor de door de lokale overheden gecontroleerde vennootschappen en die welke gelden voor de door het Gewest gecontroleerde vennootschappen precies te vergelijken, volstaat het vast te stellen dat de verschillen tussen die bepalingen verantwoord zijn door het verschil in aard van de overheden die aandeelhouder zijn.

B.31. Rekening houdend met het feit dat, als gevolg van de vernietiging van de bestreden artikelen 35, 44 en 45 zoals omschreven in B.19, die bepalingen niet van toepassing zijn op de verzekeringsmaatschappijen, hebben de bestreden bepalingen geen onevenredige gevolgen voor de betrokken privaatrechtelijke vennootschappen. De verplichtingen die zij opleggen aan de vennootschappen die eraan onderworpen zijn, hebben immers tot doel een goed bestuur binnen die vennootschappen te waarborgen, iets waaruit zij enkel voordeel kunnen halen. Die verplichtingen, die weliswaar vereisen dat bepaalde besluitvormingsprocessen worden gewijzigd, lijken niet overdreven zwaar wat de uitvoering ervan betreft. Overigens lijken de beperkingen die zijn opgelegd voor de vergoedingen niet onredelijk en laten zij voldoende onderhandelingsmarge om competent en gemotiveerd personeel te kunnen aanwerven.

B.32. Zonder dat het noodzakelijk is te oordelen over de vraag of privaatrechtelijke rechtspersonen die door de lokale overheden worden gecontroleerd zich kunnen beroepen op de vrijheid van vereniging die is gewaarborgd bij artikel 27 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 11 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 22 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, volstaat het vast te stellen dat een beperking van die vrijheid door de bestreden bepalingen verantwoord zou zijn door het doel van de wetgever dat in B.29.2 in herinnering is gebracht.

B.33. Voor het overige toont de verzoekende partij niet aan in welk opzicht de andere referentienormen die zij in het middel aanhaalt, door de bestreden bepalingen zouden worden geschonden.

B.34. Het vijfde middel is, in geen enkel onderdeel ervan, gegrond.

Om die redenen,

het Hof

1. wijst de afstand toe van de verzoekende partij in de zaak nr. 7055;

2. vernietigt:

- in artikel L1532-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, zoals vervangen bij artikel 35 van het decreet van het Waalse Gewest van 29 maart 2018 « tot wijziging van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisering met het oog op een sterker bestuur en een sterkere transparantie in de uitvoering van de openbare mandaten in de lokale en bovenlokale structuren en hun filialen », de woorden « of meer dan vijftig percent van de leden van het voornaamste beheersorgaan bereikt »;

- in artikel L5111-1, 10°, van hetzelfde Wetboek, zoals vervangen bij artikel 47 van het voormelde decreet van 29 maart 2018, de woorden « of meer dan vijftig percent van de leden van het voornaamste bestuursorgaan aanwijzen »;

- de artikelen L1532-5, L3111-1, § 1, 8°, en L3116-1 van hetzelfde Wetboek, die respectievelijk zijn vervangen en ingevoegd bij de artikelen 35, 44 en 45 van hetzelfde decreet, maar enkel in zoverre zij van toepassing zijn op de verzekeringsondernemingen;

3. verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 16 januari 2020.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,

F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2020/200328]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 9/2020 vom 16. Januar 2020

Geschäftsverzeichnisnummern 6999 und 7055

In Sachen: Klagen auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 29. März 2018 « zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Stärkung der Verwaltungsführung und der Transparenz bei der Ausübung der öffentlichen Mandate innerhalb der lokalen und überlokalen Einrichtungen und ihrer Tochtergesellschaften », erhoben von der « Integrale » AG und von der « Socofe » AG.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und A. Alen, und den Richtern J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet und J. Moerman, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 14. August 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 17. August 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die « Integrale » AG, unterstützt und vertreten durch RA J. Bourtembourg und RA F. Belleflamme, in Brüssel zugelassen, und RA J.-P. Lacomble und RA S. Pâques, in Lüttich zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 29. März 2018 « zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Stärkung der Verwaltungsführung und der Transparenz bei der Ausübung der öffentlichen Mandate innerhalb der lokalen und überlokalen Einrichtungen und ihrer Tochtergesellschaften », insbesondere der Artikel 7 und 9, 31, 35, 38 bis 41, 44, 45, 47 bis 49, 51 und 52, 62, 67 bis 80 und 82 dieses Dekrets (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. Mai 2018).

Mit derselben Klageschrift beantragte die klagende Partei ebenfalls die einstweilige Aufhebung derselben Dekretsbestimmungen. In seinem Entscheid Nr. 170/2018 vom 29. November 2018, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. April 2019, hat der Gerichtshof die Klage auf einstweilige Aufhebung zurückgewiesen.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 13. November 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 21. November 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die « Socofe » AG, unterstützt und vertreten durch RA X. Remy, RA P. De Bock und RA N. Tulkens, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 35, 44 und 45 desselben Dekrets.

Diese unter den Nummern 6999 und 7055 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die Klagerücknahme der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 7055

B.1.1. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 7055 erklärt, ihre Nichtigkeitsklage zurückzunehmen.

B.1.2. Nichts hindert den Gerichtshof daran, die Klagerücknahme zu bewilligen.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage in der Rechtssache Nr. 6999

B.2.1. Die klagende Partei ist eine Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung im Sinne von Artikel L5111-1 Absatz 1 Nr. 10 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, der durch Artikel 47 des Dekrets der Wallonischen Region vom 29. März 2018 « zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Stärkung der Verwaltungsführung und der Transparenz bei der Ausübung der öffentlichen Mandate innerhalb der lokalen und überlokalen Einrichtungen und ihrer Tochtergesellschaften » (nachstehend: angefochtenes Dekret) eingefügt wurde. Alle durch das angefochtene Dekret eingefügten Bestimmungen, die sich auf Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung beziehen, sind folglich auf sie anwendbar.

B.2.2. Im Gegensatz zu dem, was die Wallonische Regierung anführt, können die Bestimmungen, die sie anführt, ihre Situation unmittelbar und ungünstig beeinflussen, insofern diese Bestimmungen zusätzliche Kontrollen der von ihr gefassten Beschlüsse und der von ihr vorgenommenen Handlungen einführen und insofern sie Auflagen umfassen, die ihr in ihren Beziehungen zu den Mitgliedern ihres Verwaltungsrats sowie bei der Anwerbung und Verwaltung ihres Führungspersonals vorgeschrieben werden.

B.2.3. Auch wenn die angefochtenen Bestimmungen bezwecken oder bewirken, die Übereinstimmung der Handlungen und Beschlüsse der klagenden Partei mit den Gesetzen, dem sozialen Interesse und dem allgemeinen Interessen sicherzustellen, sodass sie sich vorteilhaft auf ihre Situation auswirken könnten, erlegen diese Bestimmungen ihr dennoch Auflagen und zusätzliche Kontrollen im Vergleich zu denjenigen, die zuvor bestanden, auf. Die klagenden Parteien haben folglich ein Interesse, ihre Nichtigkeitsklage zu beantragen.

B.2.4. Mit Schreiben vom 6. Januar 2020 hat die Wallonische Regierung die Wiedereröffnung der Verhandlung beantragt, da das Wallonische Parlament am 19. Dezember 2019 neue Dekretsbestimmungen verabschiedet hat und dieser neue Sachverhalt ihrer Ansicht nach ausreichen würde, um « das Nichtvorhandensein des Interesses der klagenden Partei unter Beweis zu stellen ».

Die neuen Dekretsbestimmungen, auf die in diesem Schreiben Bezug genommen wird, sind gemäß dem am 19. Dezember 2019 vom Wallonischen Parlament verabschiedeten Text am selben Tag beziehungsweise für eine dieser Bestimmungen am 1. Januar 2019 wirksam geworden. Da die angefochtenen Bestimmungen vor ihrer Abänderung beim Inkrafttreten der am 19. Dezember 2019 vom Wallonischen Parlament verabschiedeten Bestimmungen Rechtsfolgen zeitigen konnten, hat die klagende Partei ein Interesse daran, deren Nichtigkeitsklage zu beantragen.

Wie von der Wallonischen Regierung in ihrem Schreiben vom 6. Januar 2020 eingeräumt wird, wurde dieser « neue Sachverhalt » übrigens « im Wesentlichen bereits während der Verhandlung erörtert », weshalb die Parteien in der Lage gewesen sind, sich diesbezüglich zu äußern.

Es gibt keinen Anlass, dem Antrag auf Wiedereröffnung der Verhandlung stattzugeben.

B.2.5. Die Klage ist zulässig.

In Bezug auf den Antrag auf Vorlage eines Rechtsgutachtens

B.3.1. In ihrer Nichtigkeitsklageschrift beantragt die klagende Partei beim Gerichtshof, die Vorlage eines Rechtsgutachtens durch die Wallonische Regierung anzuordnen, das für die Regierung erstellt und während der Vorarbeiten zu dem angefochtenen Dekret erwähnt wurde (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2017-2018, 15. März 2018, CRIC, Nr. 112, SS. 13, 18 und 22).

B.3.2. Die von einer Regierung bei der Ausarbeitung eines Vorentwurfs eines Gesetzes eingeholten Rechtsgutachten sind keine « Regeln, die durch die Verfassung oder aufgrund der Verfassung für die Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen festgelegt sind » (Artikel 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof). Der Gerichtshof kann folglich bei seiner Prüfung des angefochtenen Dekrets anhand der Regeln der Zuständigkeitsverteilung nicht in irgendeiner Weise daran gebunden sein.

Dem Antrag der klagenden Partei ist nicht stattzugeben.

In Bezug auf die Definition der « Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung »

B.4.1. Der erste Klagegrund richtet sich gegen das angefochtene Dekret, insofern es « seinen Anwendungsbereich auf jede Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung ausdehnt », wie sie in Artikel 47 des angefochtenen Dekrets definiert ist, durch den Artikel L5111-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung ersetzt wird.

Durch Artikel 47 des angefochtenen Dekrets wird in diese Bestimmung eine Ziffer 10 eingefügt, mit der die « Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung » folgendermaßen definiert wird:

« Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung: eine Gesellschaft, die den folgenden Kriterien entspricht

a) eine Gesellschaft des belgischen Rechts oder mit einem Betriebssitz in Belgien sein;

b) keine Interkommunale, keine Vereinigung von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, keine autonome Gemeinde- bzw. Provinzialregie, keine kommunale oder provinzielle VoG, keine Projektvereinigung, keine Wohnungsbaugesellschaft, keine in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters oder in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die kraft Art. 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten genannte Einrichtung sein;

c) und in welcher eine oder mehrere Gemeinden, Provinzen, Ö.S.H.Z., Interkommunalen, autonome Gemeinde und Provinzialregionen, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, Wohnungsbaugesellschaften oder eine juristische Person oder nichtrechtsfähige Vereinigung, an der mehrere der vorgenannten Behörden beteiligt sind, alleine oder gemeinsam mit der Wallonischen Region, einer Einrichtung im Sinne von Artikel 3 § 1 bis § 7 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters oder in Artikel 3 § 1 bis § 5 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die kraft Art. 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten direkt oder indirekt eine Kapitalbeteiligung über fünfzig Prozent des Kapitals besitzen oder mehr als fünfzig Prozent der Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans benennen.

[...] ».

Eine ähnliche Definition ist in Artikel L1532-5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung enthalten, der durch Artikel 35 des angefochtenen Dekrets ersetzt wurde, der dem Verwaltungsrat der Unternehmen, auf die er sich bezieht, das heißt den Tochtergesellschaften von Interkommunalen oder an denen eine Interkommunale eine direkte oder indirekte Beteiligung besitzt, die Pflicht auferlegt, der Interkommunalen zwecks gleich lautender Stellungnahme bestimmte Beschlüsse zu übermitteln, die er plant zu fassen.

B.4.2. Der Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 4 und 5 der Verfassung und gegen die Artikel 6 § 1 VIII, 7 und 19 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen. Die klagende Partei bemängelt an der Definition der « Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung », dass sie weder in materieller Hinsicht noch in territorialer Hinsicht mit den vorerwähnten Regeln der Zuständigkeitsverteilung in Einklang stehe.

Die Flämische Regierung, intervenierende Partei, ist ihrerseits der Auffassung, dass die vorerwähnte Definition den territorialen Zuständigkeitsbereich des wallonischen Dekretgebers überschreite.

B.4.3. In der Begründung des angefochtenen Dekrets heißt es, dass der Dekretgeber durch die Einfügung der Definition der « Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung » in den Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung eine Gesellschaftsform festlegen wollte, in der die wallonischen lokalen Behörden vertreten sind, die aber früher nicht unter die Bestimmungen des Kodex über die Transparenz der von den wallonischen Interkommunalen vorgenommenen Handlungen und der in ihnen ausgeübten Mandate fiel (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2017-2018, Nr. 1047/1, S. 12).

B.5. Artikel 6 § 1 VIII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 verleiht den Regionen in Bezug auf die untergeordneten Verwaltungen die Befugnis, die Zusammensetzung, die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise der provinziellen und kommunalen Einrichtungen zu regeln, sowie die Befugnis, die Vereinigungen von Provinzen, suprakommunalen Körperschaften und Gemeinden zum Nutzen der Allgemeinheit zu regeln, mit Ausnahme der durch das Gesetz organisierten spezifischen Aufsicht in Sachen Brandbekämpfung.

B.6.1. Ausgehend von den Empfehlungen im « Bericht des parlamentarischen Untersuchungsausschusses zur Prüfung der Transparenz und Arbeitsweise der PUBLIFIN-Gruppe », der in der Plenarsitzung des Wallonischen Parlaments am 6. Juli 2017 angenommen wurde (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2016-2017, Nr. 861/1), hat sich der Dekretgeber für zuständig gehalten, um im Rahmen seiner Zuständigkeit im Bereich der untergeordneten Behörden « neue Regeln im Bereich der Verwaltungsführung und Transparenz innerhalb der lokalen und überlokalen Einrichtungen und ihrer Tochtergesellschaften » anzunehmen und « den Umfang der Einrichtungen und Mandats-träger, auf die sich die Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie beziehen, erheblich » auszuweiten (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2017-2018, Nr. 1047/1, S. 3).

B.6.2. Wie die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats festgestellt hat, « können privatrechtliche Gesellschaften, denen Aufgaben des öffentlichen Dienstes anvertraut werden, daher der Kontrolle der Region unterstellt und ihnen Auflagen vorgeschrieben werden, die durch die öffentliche Politik gerechtfertigt sind » (ebenda, S. 49).

B.6.3. Artikel L1512-5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung gestattet es den Interkommunalen, sich am Kapital irgendwelcher Gesellschaften zu beteiligen, wenn diese Beteiligung zur Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks beitragen kann. Artikel L1512-6 § 1 desselben Kodex präzisiert außerdem, dass die Interkommunalen ungeachtet ihres Gesellschaftszwecks öffentliche Aufgaben erfüllen. Daraus ergibt sich, dass davon auszugehen ist, dass die privatrechtlichen Gesellschaften, an deren Kapital Interkommunale beteiligt sind, zumindest indirekt zur Erfüllung einer Aufgabe des öffentlichen Dienstes beitragen. Das Gleiche gilt in Bezug auf privatrechtliche Gesellschaften, an deren Kapital Gemeinden oder Provinzen beteiligt sind, da Letztere beauftragt sind, alles zu regeln, was von kommunalem und provinziellem Interesse ist, sowie in Bezug auf privatrechtliche Gesellschaften, an deren Kapital die anderen lokalen juristischen Personen öffentlichen Rechts beteiligt sind, auf die sich die angefochtene Bestimmung bezieht. In diesem Zusammenhang können ihnen durch die öffentliche Politik gerechtfertigte Auflagen vorgeschrieben werden.

B.6.4. Im Übrigen obliegt es dem Gerichtshof weder, sich konkret zu dem Beitrag, der von der klagenden Gesellschaft zum Gesellschaftszweck der Interkommunalen, die sich an ihrer Finanzierung beteiligt, geleistet wird, noch zu dem Inhalt der öffentlichen Aufgaben, die von dieser Interkommunalen übernommen werden, zu äußern. Der Gerichtshof prüft die angefochtenen Bestimmungen, indem er davon ausgeht, dass die Gesellschaften, auf die sie anwendbar sind, gegebenenfalls indirekt an der Erfüllung einer Aufgabe des öffentlichen Dienstes mitwirken, da diese Gesellschaften direkt oder indirekt von lokalen juristischen Personen öffentlichen Rechts kontrolliert werden, die keinen anderen Zweck verfolgen dürfen als die Durchführung eines öffentlichen Dienstes im Allgemeininteresse.

B.7. Das Kriterium der bedeutenden Kontrolle, die die lokalen juristischen Personen öffentlichen Rechts, die der Zuständigkeit des Dekretgebers unterliegen, über die Gesellschaften ausüben, auf die der Dekretgeber abzielen will - ein Kriterium, das sich entweder in der Mehrheitsbeteiligung am Kapital der Gesellschaft oder in der Mehrheitsbeteiligung am wichtigsten Verwaltungsorgan der Gesellschaft zeigt -, führt für sich genommen nicht dazu, dass der Dekretgeber seine Befugnis, was die untergeordneten Behörden betrifft, überschreitet. Der Dekretgeber konnte nämlich vernünftigerweise davon ausgehen, dass eine juristische Person mit der Rechtsform einer Privatgesellschaft, deren Kapital aber zu mehr als 50% aus lokalen öffentlichen Mitteln besteht oder bei der die Mehrheit der Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans von den lokalen Behörden benannt werden, Bestimmungen unterworfen werden kann, die eine Kontrolle der Handlungen regeln, die mithilfe dieser öffentlicher Mittel und der Ausübung der durch diese lokalen Behörden übertragenen Mandate vorgenommen werden.

B.8.1. Die Artikel 5, 39 und 134 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 2 und 19 § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und mit den Artikeln 2 § 1 und 7 des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen sehen eine ausschließliche Verteilung der territorialen Zuständigkeiten vor. Ein solches System setzt voraus, dass der Gegenstand einer jeden Norm, die ein Regionalgesetzgeber erlässt, innerhalb seines Zuständigkeitsgebietes eingegrenzt werden kann, sodass jedes konkrete Verhältnis oder jede konkrete Situation nur durch einen einzigen Gesetzgeber geregelt wird.

B.8.2. In den angefochtenen Bestimmungen werden Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung als Gesellschaften belgischen Rechts und Gesellschaften definiert, deren Betriebsitz sich in Belgien befindet, in denen eine oder mehrere lokale juristische Personen öffentlichen Rechts, die dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung unterliegen, eine Kapitalbeteiligung über 50% besitzen oder deren wichtigstes Verwaltungsorgan zu mehr als 50% aus Personen besteht, die von einer oder mehreren lokalen juristischen Personen öffentlichen Rechts, die dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung unterliegen, ernannt wurden.

B.8.3. Ein solches Anknüpfungskriterium ermöglicht es, die Anwendung der Dekretbestimmungen im territorialen Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region zu lokalisieren. Die angefochtenen Bestimmungen bezwecken nämlich im Wesentlichen, das Verhältnis zwischen diesen Gesellschaften und den lokalen juristischen Personen öffentlichen Rechts, aus denen sie hervorgegangen sind oder von denen sie abhängen, enger zu gestalten, sodass die Ausübung einer Kontrolle über diese Gesellschaften durch diese juristischen Personen oder durch die Wallonische Region, die die Aufsicht über Letztere ausübt, ermöglicht wird. Die lokale juristische Person öffentlichen Rechts, die dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung unterliegt und sich daher zwangsläufig auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet, die die Aktionäre der Gesellschaft, auf die sich die angefochtenen Bestimmungen beziehen, kontrolliert, stellt ein sachdienliches territoriales Anknüpfungskriterium dar.

B.8.4. Eine Beschränkung des Anwendungsbereichs der angefochtenen Bestimmungen allein auf die Gesellschaften, deren Gesellschaftssitz sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet, hätte im Übrigen zur Folge, dass alle Gesellschaften, die von einer oder mehreren lokalen juristischen Personen öffentlichen Rechts, die dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung unterliegen, kontrolliert werden, deren Gesellschaftssitz in einer anderen Region des Landes liegt, den Kontrollen entzogen würden, die der Dekretgeber regeln wollte.

B.8.5. Das System der ausschließlichen Verteilung der territorialen Zuständigkeiten setzt jedoch voraus, dass jede Situation Rechtsvorschriften zugeordnet werden kann, die von einem einzigen Gesetzgeber erlassen wurden. Im vorliegenden Fall hat der Dekretgeber in Buchstabe c) der Definition der « Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung » zwei alternative Anknüpfungskriterien vorgesehen, und zwar einerseits die Identität der Personen, die die Mehrheit des Kapitals halten, und andererseits die Identität der Personen, die die Ernennung der Mehrheit der Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans vornehmen. Durch die Wahl von zwei verschiedenen und alternativen Anknüpfungskriterien hat der Dekretgeber eine Situation geschaffen, in der er es in dem Fall, dass ein anderer Dekretgeber ähnliche Regelungen erlassen sollte, in denen die beiden gleichen alternativen Anknüpfungskriterien vorgesehen sind, nicht ausschließt, dass die gleiche Situation durch zwei Gesetzesnormen geregelt wird, die von zwei verschiedenen Gesetzgebern erlassen wurden.

In Anbetracht des Zwecks des angefochtenen Dekrets, der darin besteht, die Transparenz von Handlungen und Beschlüssen, die mithilfe von öffentlichen Mitteln, die von lokalen juristischen Personen öffentlichen Rechts in Gesellschaften privaten Rechts investiert werden, vorgenommen bzw. gefasst werden, ist dem Kriterium des Besitzes der Mehrheit des Kapitals der Gesellschaft der Vorzug vor dem Kriterium der Ernennung der Mehrheit der Mitglieder ihres wichtigsten Verwaltungsorgans zu geben.

B.9. Der erste Klagegrund ist in diesem Maße begründet. In den Artikeln L1532-5 und L5111-1 Nr. 10 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung in der jeweils durch die Artikel 35 und 47 des angefochtenen Dekrets ersetzten Fassung sind jeweils die Wörter « oder mehr als fünfzig Prozent der Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans erreicht » und « oder mehr als fünfzig Prozent der Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans benennen » für nichtig zu erklären.

In Bezug auf die gleich lautende Stellungnahme der « Mutter »-Interkommunalen, die gewöhnliche Verwaltungsaufsicht und die Möglichkeit, einen Sonderkommissar zu bestimmen

B.10.1. Durch Artikel 35 des angefochtenen Dekrets wird Artikel L1532-5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. L1532-5. Die Tochtergesellschaft einer Interkommunale, sowie alle Gesellschaften, an denen eine Interkommunale oder eine Tochtergesellschaft dieser Interkommunale eine Beteiligung gleich welcher Höhe bzw. Art besitzen, übermitteln dem Verwaltungsrat der Interkommunale die Beschlusssentwürfe in Bezug auf die Beteiligungen oder den Rücktritt von Beteiligungen an jeder juristischen Person öffentlichen oder privaten Rechts, auf die Abtretung von Wirtschaftsbereichen und Gesamtvermögen sowie auf Vergütungen, die von der Generalversammlung oder dem wichtigsten Verwaltungsorgan beschlossen werden, unter der Voraussetzung, dass die alleinige oder gemeinsame, direkte oder indirekte Gesamtbeteiligung der Gemeinden, Provinzen, ÖSHZ, Interkommunalen, autonomen Gemeindeoder Provinzialregien, kommunalen oder provinziellen VoG, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfzentren, Wohnungsbaugesellschaften, juristischen Personen oder nichtrechtsfähigen Vereinigungen, an den mehrere der vorgenannten Behörden beteiligt sind, fünfzig Prozent des Kapitals übertrifft oder mehr als fünfzig Prozent der Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans erreicht.

Der Verwaltungsrat der Interkommunale verfügt über eine Frist von dreißig Tagen, um eine gleich lautende Stellungnahme abzugeben.

Die betroffenen Gesellschaften passen ihre Statuten an vorliegenden Artikel an. Wenn dies nicht stattfindet, zieht sich die Interkommunale vom Kapital der Gesellschaft zurück ».

Infolge der teilweisen Nichtigerklärung dieser Bestimmung, wie sie in B.9 erwähnt ist, sind die Wörter « oder mehr als fünfzig Prozent der Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans erreicht » in Absatz 1 zu streichen.

B.10.2. Durch Artikel 44 des angefochtenen Dekrets wird in Artikel L3111-1 § 1 desselben Kodex, der die Einrichtungen auführt, die der gewöhnlichen Verwaltungsaufsicht durch die Wallonische Region unterliegen, eine Nr. 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« 8° über eine Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung im Sinne von Artikel L5111 Absatz 1 Ziffer 10 ».

Daraus ergibt sich, dass die Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung ab dem Inkrafttreten dieser Bestimmung der durch die Wallonische Region ausgeübten gewöhnlichen Verwaltungsaufsicht unterliegen.

B.10.3. Durch Artikel 45 des angefochtenen Dekrets wird Artikel L3116-1 desselben Kodex durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Die Aufsichtsbehörde kann durch einen Erlass einen Sonderkommissar benennen, wenn eine juristische Person öffentlichen Rechts oder eine in Artikel L3111-1 § 1 genannte Einrichtung das Gemeinwohl verletzt, es versäumt, die verlangten Auskünfte und Angaben zu erteilen, oder die Maßnahmen durchzuführen, die durch die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Verordnungen oder Statuten, bzw. durch einen rechtskräftigen gerichtlichen Beschluss vorgeschrieben sind. Der Sonderkommissar ist befugt, im Rahmen des Mandats, der ihm durch den Erlass zu seiner Ernennung erteilt worden ist, alle notwendigen Maßnahmen anstelle der säumigen Behörde zu treffen ».

In Bezug auf die föderale Zuständigkeit für Angelegenheiten des Gesellschaftsrechts

B.11. Der zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6999 und der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 7055 sind aus einem Verstoß gegen Artikel 39 der Verfassung und die Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 5, und 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeleitet.

Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt:

« Darüber hinaus ist allein die Föderalbehörde zuständig für:

[...]

5. das Handelsrecht und das Gesellschaftsrecht,

[...] »

B.12.1. Die Artikel 61 § 1, 63, 64, 521, 522, 527 und 531 des Gesellschaftsgesetzbuches, die von der klagenden Partei zitiert werden, legen verschiedene Regeln über die Gesellschaftsorgane, die Gültigkeit der von diesen angenommenen Handlungen, die Befugnisse des Verwaltungsrats, die Verantwortung der Mitglieder des Verwaltungsrats und die Befugnisse der Generalversammlung der Aktionäre fest.

Das Gesellschaftsgesetzbuch wurde aufgehoben durch das Gesetz vom 23. März 2019 « zur Einführung des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen ». Gemäß Artikel 39 dieses Gesetzes gilt das neue Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen ab dem 1. Januar 2020. In den Artikeln 2.41, 2.42, 2.49, 2.56, 7.85, 7.93, 7.95, 7.98 und 7.124 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen sind ähnliche Bestimmungen wie die Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzbuches, die von der klagenden Partei angeführt werden, festgelegt.

B.12.2. Dadurch, dass die angefochtenen Bestimmungen bestimmte Handlungen von Tochtergesellschaften der Interkommunalen der gleich lautenden Stellungnahme der « Mutter »-Interkommunalen unterwerfen und dass sie eine Verwaltungsaufsicht über die Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung sowie die Möglichkeit, einen Sonderkommissar in bestimmten Fällen von Versäumnissen zu benennen, vorsehen, regeln sie einen Aspekt der Angelegenheiten des Gesellschaftsrechts, der zum Zuständigkeitsbereich der Föderalbehörde gehört.

In diesem Zusammenhang ist es unerheblich, dass der Dekretgeber durch die angefochtenen Bestimmungen die Anwendung der Bestimmungen des Gesellschaftsgesetzbuches nicht verhindert, die im Klagegrund angeführt werden, sondern mehr Kontrollen über bestimmte Gesellschaften vorsieht. Dadurch werden durch die angefochtenen Bestimmungen nämlich die Regelungen zur Fassung bestimmter Beschlüsse in den betroffenen Gesellschaften geändert und sie wirken sich folglich auf die Befugnisse der Organe dieser Gesellschaften aus. Daraus ergibt sich, dass die angefochtenen Bestimmungen zu den Angelegenheiten des Gesellschaftsrechts gehören.

B.13.1. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob die Bedingungen für die Anwendung von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erfüllt sind.

Diese Bestimmung ermächtigt insbesondere die Wallonische Region, ein Dekret zur Regelung einer föderalen Angelegenheit anzunehmen, sofern diese Bestimmung für die Ausübung ihrer Zuständigkeiten notwendig ist, diese Angelegenheit sich für eine differenzierte Regelung eignet und diese Bestimmung auf die föderale Angelegenheit nur marginale Auswirkungen hat.

B.13.2. Der Dekretgeber konnte den Standpunkt vertreten, dass es notwendig ist, die angefochtenen Bestimmungen anzunehmen, um die ordnungsgemäße Verwaltungsführung und Transparenz innerhalb der lokalen Einrichtungen, über die er die Aufsicht ausübt, zu stärken. Denn ohne diese Bestimmungen sind nämlich bestimmte Einrichtungen, die die Form von privatrechtlichen Gesellschaften haben und direkt oder indirekt von den lokalen Behörden finanziert und kontrolliert werden, einer angemessenen und wirksamen Kontrolle der Behörden entzogen. Es kann zugelassen werden, dass der Dekretgeber, nachdem er von gewissen Situation Kenntnis erhalten hat, die als unvereinbar mit den Regeln der ordnungsgemäßen Verwaltungsführung und der Transparenz angesehen wurden, die er auf lokaler Ebene vorschreiben wollte, im Hinblick auf die korrekte Ausübung seiner Zuständigkeit in Angelegenheiten von Vereinigungen von Provinzen, suprakommunalen Körperschaften und Gemeinden zum Nutzen der Allgemeinheit (Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 8 des Sondergesetzes vom 8. August 1980) der Auffassung war, dass es notwendig ist, die angefochtenen Bestimmungen zu erlassen.

B.13.3. Indem er vorsieht, dass die Beschlussentwürfe in Bezug auf die Beteiligungen oder den Rücktritt von Beteiligungen an jeder juristischen Person öffentlichen oder privaten Rechts, auf die Abtretung von Wirtschaftsbereichen und Gesamtvermögen sowie auf Vergütungen, die von der Generalversammlung oder dem wichtigsten Verwaltungsorgan beschlossen werden, Gegenstand einer gleich lautenden Stellungnahme der Interkommunalen sein müssen, deren Tochtergesellschaft die betroffene Gesellschaft ist, verstößt Artikel 35 des angefochtenen Dekrets nicht gegen den Grundsatz, dass die Organe der Gesellschaft für die Beschlüsse, die sie fassen, verantwortlich sind. Das Gleiche gilt in Bezug auf Artikel 44 des angefochtenen Dekrets, der die allgemeine Verwaltungsaufsicht über Handlungen von Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung vorsieht, und in Bezug auf Artikel 45 des angefochtenen Dekrets, der in bestimmten Fällen den Einsatz eines Sonderkommissars anstelle der Organe der Gesellschaft vorsieht. Diese Bestimmungen haben nicht zur Folge, die Organe der Gesellschaft von ihrer Verantwortung zu entbinden, sondern bewirken, da sie zusätzliche Kontrollen der vom Verwaltungsrat gefassten Beschlüsse vorsehen, dass dessen Befugnisse beschränkt werden und dieser daran gehindert wird, bestimmte Beschlüsse zu fassen.

Diese Dekretbestimmungen beziehen sich auf Aspekte des Gesellschaftsrechts, die sich somit für eine differenzierte Regelung eignen, denn die betreffenden Gesellschaften, denen Auflagen und zusätzliche Kontrollen auferlegt werden, werden nicht daran gehindert, darüber hinaus die Regelungen zu der von den Organen von privatrechtliche Gesellschaften übernommenen Verantwortung zu erfüllen.

B.13.4. Schließlich finden die angefochtenen Bestimmungen nur auf privatrechtliche Gesellschaften Anwendung, deren Kapital zu mehr als 50% direkt oder indirekt aus Beteiligungen von juristischen Personen öffentlichen Rechts, die in ihnen aufgelistet sind, besteht, sodass ihre Auswirkung auf Angelegenheiten des Gesellschaftsrechts in Anbetracht der Anzahl an juristischen Personen privaten Rechts, die dem Gesellschaftsrecht unterliegen, marginal ist.

B.14. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtenen Bestimmungen mit den im Klagegrund erwähnten Regeln der Zuständigkeitsverteilung in Einklang stehen.

Die Klagegründe sind unbegründet.

In Bezug auf die föderale Zuständigkeit für das Versicherungsrecht

B.15. Der dritte Klagegrund ist aus einem Verstoß gegen Artikel 39 der Verfassung und die Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 2, und 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeleitet.

Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmt:

« Darüber hinaus ist allein die Föderalbehörde zuständig für:

[...]

2. die Finanzpolitik und den Schutz des Sparwesens einschließlich der Regelung und Kontrolle der Kreditinstitute und sonstigen Finanzinstitute und der Versicherungsunternehmen und damit gleichgesetzten Unternehmen, der Holdinggesellschaften und Investmentfonds, den Hypothekarkredit, den Verbraucherkredit, das Bank- und Versicherungsrecht sowie die Gründung und die Verwaltung ihrer öffentlichen Kreditinstitute,

[...] ».

B.16.1. Mit dem Gesetz vom 13. März 2016 « über den Status und die Kontrolle der Versicherungs- oder Rückversicherungsunternehmen » (nachstehend: Gesetz vom 13. März 2016) regelt der föderale Gesetzgeber « mit dem Ziel, den Schutz von Versicherungsnehmern, Versicherten und Begünstigten von Versicherungsverträgen und -geschäften zu gewährleisten und die Solidität und das reibungslose Funktionieren des Finanzsystems sicherzustellen, insbesondere die Niederlassung, Tätigkeit und Kontrolle von in Belgien tätigen Versicherungs- und Rückversicherungsunternehmen, einschließlich bestimmter Modalitäten und Bedingungen der Versicherungs- oder Rückversicherungsverträge und -geschäfte » (Artikel 3). Dieses Gesetz regelt insbesondere die Kontrolle von Versicherungsunternehmen durch die Belgische Nationalbank.

Artikel 44 des Gesetzes vom 13. März 2016 bestimmt, dass « das gesetzliche Verwaltungsorgan die letztendliche Verantwortung des Versicherungs- oder Rückversicherungsunternehmens übernimmt ». Innerhalb dieses Organs wird der Audit-, Vergütungs- und Risikoausschuss gebildet (Artikel 48). Die Mitglieder dieser Ausschüsse müssen über gesetzlich festgelegte Kenntnisse, Fähigkeiten, Erfahrung und Eignungen verfügen (Artikel 49 bis 51).

B.16.2. Mit dem Gesetz vom 13. März 2016 wird insbesondere die Richtlinie 2009/138/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. November 2009 « betreffend die Aufnahme und Ausübung der Versicherungs- und der Rückversicherungstätigkeit » (Solvabilität II) umgesetzt, die in Artikel 27 bezüglich der Beaufsichtigung der Versicherungsunternehmen bestimmt, dass « die Mitgliedstaaten [sicherstellen], dass die Aufsichtsbehörden mit den notwendigen Mitteln ausgestattet sind und über das einschlägige Fachwissen sowie einschlägige Kapazitäten und über das entsprechende Mandat verfügen, um das Hauptziel der Beaufsichtigung, und zwar den Schutz der Versicherungsnehmer und der Begünstigten von Versicherungsleistungen, zu erreichen ».

Außerdem müssen in Anwendung von Artikel 42 Absatz 1 der vorerwähnten Richtlinie alle Personen, die ein Versicherungsunternehmen tatsächlich leiten oder andere Schlüsselaufgaben innehaben, jederzeit Anforderungen in Bezug auf ihre Berufsqualifikationen, Kenntnisse und Erfahrungen sowie in Bezug auf ihre Zuverlässigkeit und Integrität genügen.

B.17. Dadurch, dass die angefochtenen Bestimmungen bestimmte Handlungen von Tochtergesellschaften der Interkommunalen, die Versicherungsunternehmen sind, der gleich lautenden Stellungnahme der « Mutter »-Interkommunalen unterwerfen und dass sie eine Verwaltungsaufsicht über die Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, die Versicherungsunternehmen sind, sowie die Möglichkeit, einen Sonderkommissar in bestimmten Fällen von Versäumnissen zu benennen, vorsehen, betreffen die angefochtenen Artikel 35, 44 und 45 Angelegenheiten der Regelungen und der Aufsicht über Versicherungsunternehmen, die zum Zuständigkeitsbereich der Föderalbehörde gehören.

B.18.1. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob die Bedingungen für die Anwendung von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erfüllt sind.

Diese Bestimmung ermächtigt insbesondere die Wallonische Region, ein Dekret zur Regelung einer föderalen Angelegenheit anzunehmen, sofern diese Bestimmung für die Ausübung ihrer Zuständigkeiten notwendig ist, diese Angelegenheit sich für eine differenzierte Regelung eignet und diese Bestimmung auf die föderale Angelegenheit nur marginale Auswirkungen hat.

B.18.2. Von den vom föderalen Gesetzgeber in Angelegenheiten der Beaufsichtigung von Versicherungsunternehmen in Ausführung insbesondere der Umsetzung der Richtlinie 2009/138/EG (Solvabilität II) ergriffenen Maßnahmen darf nicht zugunsten anderer Kontrollmechanismen, die von Dekretgebern für bestimmte Versicherungsunternehmen aufgrund der Zusammensetzung ihrer Aktionäre eingeführt werden, abgewichen werden. Insbesondere die von der Belgischen Nationalbank aufgrund des Gesetzes vom 13. März 2016 ausgeübte Aufsicht, um den Schutz von Versicherungsnehmern, Versicherten und Begünstigten von Verträgen zu gewährleisten sowie die Solidität und das reibungslose Funktionieren des Finanzsystems sicherzustellen, darf nicht in Konkurrenz zu anderen Kontrollmechanismen treten, die von einer « Mutter »-Interkommunalen oder von einer Aufsichtsbehörde angewandt werden und die andere Zwecke haben, da sich daraus für die Versicherungsgesellschaft, die verschiedenen miteinander konkurrierenden Kontrollmechanismen unterworfen ist, ergeben könnte, dass es ihr unmöglich ist, den Entscheidungen oder Anweisungen verschiedener Aufsichtsbehörden gleichzeitig nachzukommen.

Daraus folgt, dass sich Angelegenheiten der Aufsicht über Versicherungsunternehmen nicht für eine differenzierte Regelung eignen, sodass die Zuständigkeitsüberschreitung in Angelegenheiten der Aufsicht über Versicherungsunternehmen nicht auf der Grundlage von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 gerechtfertigt werden kann.

B.19. Der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6999 ist begründet. Die angefochtenen Bestimmungen verstoßen gegen die Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 2 und 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980. Folglich sind die Artikel 35, 44 und 45 des angefochtenen Dekrets für nichtig zu erklären, aber nur insoweit sie auf Versicherungsunternehmen Anwendung finden.

In Bezug auf die « leitende Funktion auf lokaler Ebene », die Höchstbeträge der Vergütung, die Konkurrenzklauseln und die Bestimmungen zum Ende des Arbeitsvertrags

B.20.1. Durch Artikel 47 des angefochtenen Dekrets wird Artikel L5111-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung ersetzt. In dieser Bestimmung wird der Begriff der « leitenden Funktion auf lokaler Ebene » wie folgt definiert:

« 7° leitende Funktion auf lokaler Ebene: die Person mit der höchsten hierarchischen Stellung, unter Arbeitsvertrag oder Statut in einer Interkommunale, einer Vereinigung von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfeszentren, einer autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregie, einer kommunalen oder provinziellen VoG, einer Projektvereinigung, einer Wohnungsbaugesellschaft, einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung ».

B.20.2. Durch Artikel 56 des angefochtenen Dekrets wird ein Artikel L5321-1 in den Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung eingefügt, der die Höchstbeträge der Vergütung für die Inhaber von lokalen Mandaten festlegt. Diese Bestimmung enthält einen Paragraphen 6, der folgenden Wortlaut hat:

« Der jährliche brutto Höchstbetrag der Vergütung des Inhabers der leitenden Funktion auf lokaler Ebene darf den in Anhang 4 genannten Betrag nicht übertreffen ».

Durch Artikel 82 des angefochtenen Dekrets wird der Anhang 4 in denselben Kodex eingefügt. In Anwendung dieses Textes ist der maximale Jahresbruttobetrag der indexierten Entlohnung des Inhabers einer leitenden Funktion einer Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung 245.000,00 Euro und kein anderes Personalmitglied darf eine Entlohnung erhalten, die diese Entlohnung übertrifft.

B.20.3. Artikel 76 des angefochtenen Dekrets fügt in den Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung einen Artikel L-6434 1 § 4 ein, der bestimmt:

« Wenn der Inhaber der leitenden Funktion auf lokaler Ebene sein Amt im Rahmen eines Arbeitsvertrags ausübt, kann in diesen Vertrag vor dem Ende der vertraglichen Beziehungen oder zum Zeitpunkt der Vertragskündigung unter Einhaltung der Bedingungen nach dem Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge, insbesondere unter Berücksichtigung der Aktivität der betreffenden Einrichtung, eine Konkurrenzklausele eingefügt werden.

Eine Konkurrenzverbotsvereinbarung kann unter Berücksichtigung der Aktivität der betreffenden Einrichtung nach dem Ende der vertraglichen Beziehungen geschlossen werden.

In jedem Fall wird die Konkurrenzklausele für eine Höchstdauer von sechs Monaten vorgesehen. Die in diesem Rahmen erhaltene Entschädigung darf nicht höher sein als die Basisentlohnung für die Hälfte der vorgesehenen Dauer des Konkurrenzverbots ».

In Bezug auf die föderale Zuständigkeit für Angelegenheiten des Arbeits- und Sozialsicherheitsrechts

B.21. Die klagende Partei leitet einen vierten Klagegrund ab aus einem Verstoß durch die vorerwähnten Bestimmungen gegen die Artikeln 39 und 134 der Verfassung und die Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 12, 6 § 1 VIII und 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bestimmt:

« Darüber hinaus ist allein die Föderalbehörde zuständig für:

[...]

12. das Arbeitsrecht und die soziale Sicherheit ».

B.22. Mit den angefochtenen Bestimmungen wird die Vergütung des Inhabers der leitenden Funktion von Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung sowie von allen anderen Personalmitgliedern dieser Gesellschaften begrenzt und die Einfügung einer begrenzten Konkurrenzklausele in den Arbeitsvertrag des Inhabers der leitenden Funktion ermöglicht. Sie regeln daher Aspekte des Arbeitsrechts, die zum Zuständigkeitsbereich der Föderalbehörde gehören.

B.23.1. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob die in B.18.1 erwähnten Bedingungen für die Anwendung von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erfüllt sind.

Diese Bestimmung ermächtigt insbesondere die Wallonische Region, ein Dekret zur Regelung einer föderalen Angelegenheit anzunehmen, sofern diese Bestimmung für die Ausübung ihrer Zuständigkeiten notwendig ist, diese Angelegenheit sich für eine differenzierte Regelung eignet und diese Bestimmung auf die föderale Angelegenheit nur marginale Auswirkungen hat.

B.23.2. Aus der Begründung des angefochtenen Dekrets geht hervor, dass der Dekretgeber es für notwendig erachtet hat, « die persönliche Haftung der Mandatsträger, unabhängig davon, ob sie in lokalen und überlokalen Einrichtungen oder ihren Tochtergesellschaften gewählt oder bestellt wurden, zu verschärfen » und « strengere Regeln [...], um jeglichen Missbrauch zu verhindern » zu entwickeln. Der strengere Rahmen für Vergütungen und die Begrenzung der Vergütung für die leitende Funktion auf lokaler Ebene sind Bestandteil dieser Regeln, mit denen Missbräuche verhindert werden sollen (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2017-2018, Nr. 1047/1, S. 3).

B.24.1. Der Dekretgeber konnte es für notwendig erachten, die angefochtenen Bestimmungen zu erlassen, um die von ihm verfolgten Ziele im Bereich der ordnungsgemäßen Verwaltungsführung und Transparenz innerhalb der lokalen Einrichtungen, über die er die Aufsicht ausübt, zu erreichen. Es obliegt ihm nämlich, die gesunde Verwaltung der Gesellschaften, deren Kapital zu mehr als 50% aus öffentlichen Mitteln besteht, zu gewährleisten. Nachdem er das Bestehen von Situationen, die mit der Politik, die er in diesem Bereich verfolgen will, nicht vereinbar sind, festgestellt hat, konnte er die Bestimmungen annehmen, die notwendig waren, um diese Situationen zu korrigieren und ihrem erneuten Auftreten vorzubeugen.

B.24.2. Die Begrenzung der Vergütungen in bestimmten Gesellschaften und die Möglichkeit, eine begrenzte Konkurrenzklausele einzufügen, beeinträchtigen die wesentlichen Elemente der föderalen Regelungen in Bezug auf die Arbeitsverträge nicht, sodass angenommen werden kann, dass die angefochtenen Bestimmungen Elemente des Arbeitsrechts regeln, die sich für eine differenzierte Regelung eignen.

B.24.3. Schließlich sind die Auswirkungen der angefochtenen Bestimmungen auf die föderale Zuständigkeit in Angelegenheiten des Arbeitsrechts marginal, da nur eine sehr spezifische Kategorie von Gesellschaften von der Anwendung der angefochtenen Dekretbestimmungen betroffen ist.

B.25. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6999 ist unbegründet.

In Bezug auf den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung

B.26. Der fünfte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 22 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, mit den Artikeln 8 und 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 27 der Verfassung, mit Artikel 7 des Dekrets d'Allarde und mit den Artikeln II.3 und II.4 des Wirtschaftsgesetzbuches, mit den Artikeln 16 und 41 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union, mit der Freizügigkeit im Sinne der Artikel 28, 45, 49, 54 und 56 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und mit Artikel 133 der Richtlinie 2009/138/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. November 2009 « betreffend die Aufnahme und Ausübung der Versicherungs- und der Rückversicherungstätigkeit (Solvabilität II) (Neufassung) ». Dieser Klagegrund bezieht sich auf die Artikel 7, 9, 31, 35, 38 bis 41, 44, 45, 47 bis 49, 51, 52, 62, 67 bis 80 des angefochtenen Dekrets.

Dieser Klagegrund ist in vier Teile unterteilt, mit denen der Gerichtshof gebeten wird, die Situation von Gesellschaften, die den angefochtenen Bestimmungen unterliegen, mit der Situation von anderen Versicherungsgesellschaften, die ihnen nicht unterliegen (erster Teil), mit der Situation von Gesellschaften, die direkt oder indirekt von der Wallonischen Region oder von öffentlich-rechtlichen Personen, die von ihr ausgehen, gehalten werden (zweiter Teil), mit der Situation von Versicherungsgesellschaften, die von der Wallonischen Region oder von öffentlich-rechtlichen Personen, die von ihr ausgehen, gehalten werden (dritter Teil) und mit den Organismen für die Finanzierung von Pensionen, die auf der Grundlage des Gesetzes vom 27. Oktober 2006 « über die Kontrolle der Einrichtungen der betrieblichen Altersversorgung » geschaffen wurden (vierter Teil), zu vergleichen.

B.27. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.28.1. Unter Berücksichtigung der teilweisen Nichtigerklärung dieser Bestimmung, wie in B.9 erwähnt, ist Artikel L1532-5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, der durch den angefochtenen Artikel 35 ersetzt wurde, auf Gesellschaften anwendbar, an denen eine Interkommunale oder eine Tochtergesellschaft einer Interkommunalen beteiligt ist und in denen Gemeinden, Provinzen, ÖSHZ, Interkommunalen, autonome Gemeinde- oder Provinzialregionen, kommunale oder provinzielle VoG, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, Wohnungsbaugesellschaften oder juristische Personen oder nichtrechtsfähige Vereinigungen, an denen mehrere der vorgenannten Behörden beteiligt sind, allein oder gemeinsam und direkt oder indirekt eine Kapitalbeteiligung von über 50% besitzen.

Die anderen angefochtenen Bestimmungen sind auf Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung anwendbar, die in Artikel L5111-1 Nr. 10 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, der durch Artikel 47 des angefochtenen Dekrets eingefügt wurde, unter Berücksichtigung der teilweisen Nichtigerklärung dieser Bestimmung, wie in B.9 angegeben, als Gesellschaften definiert sind, in der « Gemeinden, Provinzen, Ö.S.H.Z., Interkommunalen, autonome Gemeinde und Provinzialregionen, Projektvereinigungen, Vereinigungen von öffentlichen Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, Wohnungsbaugesellschaften oder eine juristische Person oder nichtrechtsfähige Vereinigung, an der mehrere der vorgenannten Behörden beteiligt sind, alleine oder gemeinsam mit der Wallonischen Region, einer Einrichtung im Sinne von Artikel 3 § 1 bis § 7 Absatz 1 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die kraft Art. 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten » direkt oder indirekt eine Kapitalbeteiligung über fünfzig Prozent des Kapitals besitzen.

B.28.2. Die im Klagegrund bemängelten Behandlungsunterschiede beruhen auf dem Kriterium der Herkunft der in der betreffenden Gesellschaft investierten Mittel. Die angefochtenen Bestimmungen sind anwendbar, wenn die Aktionärsstruktur der Gesellschaft zu mehr als der Hälfte direkt oder indirekt aus einer oder mehreren der lokalen Behörden besteht, die in Artikel L1532-5 oder in Artikel L5111-1 Nr. 10 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung aufgezählt sind.

Dieses Kriterium ist objektiv. Der Gerichtshof muss prüfen, ob es in Anbetracht des Zwecks der angefochtenen Bestimmungen und der Zielsetzung des Dekretgebers sachdienlich ist.

B.29.1. Mit den angefochtenen Bestimmungen werden Unvereinbarkeiten in Bezug auf die Inhaber der leitenden Funktionen in den betreffenden Gesellschaften geschaffen (Artikel 7, 9, 31, 38 bis 41 und 62) und ihnen auferlegt, bestimmte Erklärungen abzugeben (Artikel 48 und 49), sodass sie die Einstellungsmöglichkeiten für diese Funktionen einschränken. Sie legen eine Reihe von Auflagen fest, mit denen die Entscheidungsbefugnis der Verwaltungsorgane der betreffenden Gesellschaften in Bezug auf die Beteiligungen oder den Rücktritt von Beteiligungen an anderen juristischen Personen öffentlichen oder privaten Rechts, auf die Abtretungen von Wirtschaftsbereichen und Gesamtvermögen (Artikel 35), die Vergütungen und Naturalvergütungen, die den Mitgliedern des wichtigsten Verwaltungsorgans und den Personalmitgliedern gewährt werden (Artikel 52), beschränkt wird. Sie unterstellen Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung der gewöhnlichen Aufsicht durch die Wallonische Region (Artikel 44) und ermöglichen es der Aufsichtsbehörde, einen Sonderkommissar zu benennen, der unter bestimmten Umständen befugt ist, alle notwendigen Maßnahmen anstelle der als säumig angesehenen Behörde (Gesellschaft) zu treffen (Artikel 45). Schließlich schreiben sie ihnen Regeln im Bereich der Verwaltungsführung und Transparenz vor (Artikel 67 bis 80).

B.29.2. In der Begründung des angefochtenen Dekrets heißt es, dass mit diesem die Empfehlungen des parlamentarischen Untersuchungsausschusses, der damit beauftragt war, die Transparenz und Funktionsweise der PUBLIFIN-Gruppe zu untersuchen, in seinem Bericht vom 6. Juli 2017 umgesetzt werden. Der Dekretgeber war der Auffassung, dass die Umsetzung der in diesem Bericht enthaltenen Empfehlungen in wallonische Rechtsinstrumente dem Allgemeininteresse dient. Um Situationen ein Ende zu setzen, die der Dekretgeber als unvereinbar mit seiner Politik im Bereich der Verwaltungsführung und Transparenz innerhalb der lokalen und überlokalen Einrichtungen oder ihrer Tochtergesellschaften ansah, und ihrem erneuten Auftreten vorzubeugen, hat er den Standpunkt vertreten, dass es unerlässlich sei, « den Umfang der Einrichtungen und Mandatsträger, auf die sich die Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie beziehen, und demzufolge durch die Ausübung der Aufsicht und Kontrolle der Direktion der Kontrolle der lokalen Mandate erheblich » auszuweiten (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2017-2018, Nr. 1047/1, S. 3).

B.30.1. Im Hinblick auf dieses Ziel ist das Unterscheidungskriterium zwischen den Gesellschaften, die den angefochtenen Bestimmungen unterliegen, und denjenigen, die ihnen nicht unterliegen, sachdienlich, denn es ermöglicht es den regionalen und lokalen Behörden, eine Kontrolle über die privatrechtlichen Gesellschaften auszuüben, die aus lokalen juristischen Personen öffentlichen Rechts, die ihrerseits der Kontrolle der regionalen Behörden unterliegen, hervorgegangen sind. Es ist nämlich zulässig anzunehmen, dass eine privatrechtliche Gesellschaft, deren Kapital zu mehr als 50% direkt oder indirekt aus Mitteln öffentlicher Herkunft besteht, aus den sie bildenden lokalen juristischen Personen öffentlichen Rechts hervorgegangen ist und dass sie in dieser Hinsicht Kontrollen unterworfen werden kann, die von den Behörden vorgenommen werden.

B.30.2. Was den Vergleich zwischen den Gesellschaften, auf die die angefochtenen Bestimmungen anwendbar sind, und den Gesellschaften betrifft, die direkt oder indirekt von der Wallonischen Region oder von öffentlichen Personen, die von ihr ausgehen, gehalten werden, ist festzustellen, dass der Dekretgeber durch zwei Dekrete, die am gleichen Tag wie das angefochtene Dekret erlassen wurden (Dekret vom 29. März 2018 « zur Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses zur Stärkung der Verwaltungsführung und Ethik innerhalb der wallonischen Einrichtungen » und Dekret vom 29. März 2018 « zur Abänderung des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters für die aufgrund von Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten und des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses für die aufgrund von Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten zur Stärkung der Verwaltungsführung und Ethik innerhalb der wallonischen Einrichtungen), ebenfalls die ordnungsgemäße Verwaltungsführung und Transparenz innerhalb der von der Wallonischen Region kontrollierten juristischen Personen sicherstellen wollte. Ohne dass es notwendig ist, die Bestimmungen, die auf die von den lokalen Behörden kontrollierten Gesellschaften, und diejenigen, die auf die von der Region kontrollierten Gesellschaften anwendbar sind, im Einzelnen zu vergleichen, genügt die Feststellung, dass die Unterschiede zwischen diesen Bestimmungen durch die unterschiedliche Art der Behörden, die an ihrer Aktionärsstruktur beteiligt sind, gerechtfertigt sind.

B.31. In Anbetracht dessen, dass diese Bestimmungen infolge der Nichtigerklärung der angefochtenen Artikel 35, 44 und 45, wie sie in B.19 beschrieben ist, nicht auf Versicherungsgesellschaften anwendbar sind, haben die angefochtenen Bestimmungen keine unverhältnismäßigen Folgen für die betreffenden privatrechtlichen Gesellschaften. Die Auflagen, die sie den Gesellschaften vorschreiben, die ihnen unterliegen, haben das Ziel, ihre ordnungsgemäße Verwaltungsführung zu gewährleisten, was ihnen nur nutzen kann. Diese Auflagen, die zwar eine Änderung der Organisation erfordern, um bestimmte Beschlüsse zu fassen, scheinen aber nicht übermäßig kompliziert umzusetzen zu sein. Außerdem scheinen die Beschränkungen, die für die Vergütungen vorgeschrieben sind, nicht unvernünftig zu sein und erlauben einen ausreichenden Verhandlungsspielraum, damit kompetentes und motiviertes Personal angeworben werden kann.

B.32. Ohne dass es notwendig ist, die Frage zu entscheiden, ob sich juristische Personen privaten Rechts, die von den lokalen Behörden kontrolliert werden, auf die in Artikel 27 der Verfassung gewährleistete Vereinigungsfreiheit, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 22 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte berufen können, genügt die Feststellung, dass eine Einschränkung dieser Freiheit durch die angefochtenen Bestimmungen durch die Zielsetzung des Gesetzgebers, auf die in B.29.2 hingewiesen wurde, gerechtfertigt wäre.

B.33. Im Übrigen weist die klagende Partei nicht nach, inwiefern die angefochtenen Bestimmungen gegen die anderen Referenznormen, die sie im Klagegrund anführt, verstoßen würden.

B.34. Keiner der Teile des fünften Klagegrundes ist begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. bewilligt die Klagerücknahme der klagenden Partei in der Rechtssache Nr. 7055;

2. erklärt

- in Artikel L1532-5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, ersetzt durch Artikel 35 des Dekrets der Wallonischen Region vom 29. März 2018 « zur Abänderung des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Stärkung der Verwaltungsführung und der Transparenz bei der Ausübung der öffentlichen Mandate innerhalb der lokalen und überlokalen Einrichtungen und ihrer Tochtergesellschaften », die Wörter « oder mehr als fünfzig Prozent der Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans erreicht »,

- in Artikel L5111-1 Nr. 10 desselben Kodex, ersetzt durch Artikel 47 des vorerwähnten Dekrets vom 29. März 2018, die Wörter « oder mehr als fünfzig Prozent der Mitglieder des wichtigsten Verwaltungsorgans benennen »,

- die Artikel L1532-5, L3111-1 § 1 Nr. 8 und L3116-1 desselben Kodex, jeweils ersetzt und eingefügt durch die Artikel 35, 44 und 45 desselben Dekrets, aber nur insoweit sie auf Versicherungsunternehmen Anwendung finden,

für nichtig;

3. weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 16. Januar 2020.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
F. Daoût